

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2584 - JEUDI 14 AVRIL 2016



Vue intérieure du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa

CONSTAT D'AVOCATS SANS FRONTIÈRE

Le système
carcéral en RDC
est à reformer

L'ONG qui, dans un récent rapport d'enquête, dresse un tableau accablant des prisons en RDC stigmatise notamment la précarité des conditions de détention étroitement liée, d'après elle, à la surpopulation carcérale. Dans plusieurs prisons du pays, révèle Avocats sans frontières, les détenus livrés à eux-mêmes s'entassent à raison d'un demi-mètre carré par prisonnier sans accès à des blocs sanitaires durant la nuit.

D'après l'association, la cause de cette situation est à rechercher dans le recours excessif à la détention préventive. La plupart des détenus sont présumés innocents étant entendu qu'ils n'ont jamais été présentés devant leur juge naturel en vue d'un procès équitable. L'ONG a aussi stigmatisé l'irresponsabilité des autorités carcérales qui ont démissionné par rapport à leurs prérogatives déléguées à certains prisonniers mués en auxiliaires pour des tâches bien ciblées.

Page 13

Dialogue inclusif

La Dynamique de
l'opposition dit niet

Ce regroupement politique vient, par le biais d'un communiqué publié le 12 avril, de réitérer sa non-participation au dialogue convoqué par le chef de l'État. Vital Kamerhe et ses pairs estiment que la mission conduite par le facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo, n'offre pas suffisamment de garanties quant au respect de la Constitution. Faisant bloc, ils proposent, en lieu et place du dialogue, une plate-forme de discussion entre les parties congolaises et les partenaires au processus électoral en vue d'examiner les modalités d'organisation des élections présidentielle et législatives conformément à la Constitution et à la Résolution 2277 en vue d'assurer une alternance apaisée.

À huit mois des scrutins, ce regroupement politique ne perd pas l'espoir de voir ces élections se tenir dans le délai constitutionnel si la volonté politique y est.

Page 13



Quelques membres de l'opposition anti-dialogue

KINSHASA

Les femmes artistes pour l'émergence de l'entrepreneuriat féminin
dans le secteur culturel

Une trentaine de femmes artistes, de toutes disciplines confondues, ont manifesté leur intérêt pour le sujet à la journée de réflexion tenue le 29 mars à l'espace culturel Maïsha Park, en guise de clôture du mois de la femme, à l'initiative de l'association culturelle Enda-Mbele présidée par la comédienne Dada Kahindo. Plus que jamais résolues à œuvrer personnellement pour le développement de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur culturel, objet de

leur préoccupation commune, les artistes kinoises ont créé une nouvelle synergie pour ce faire.

Réunies dans le but de crever l'abcès quitte à aborder la question sans détours, elles ont au-delà du diagnostic posé sur la condition actuelle tenu à relever leur propre défi. La rappeuse et slameuse Orakle Ngoy, une des chanteuses les plus en vue de la scène hip-hop de Kinshasa, s'est réjouie d'avoir pris part à la rencontre.

Page 14



Des femmes artistes présentes à la journée de réflexion

Lubumbashi

Augmentation
du prix
de farine
de maïs

Page 12

ÉDITORIAL

Marketing

Reconnaissons, même si ce n'est pas très agréable, que le Congo ne sait guère se faire valoir hors de ses frontières. Alors qu'il se positionne indiscutablement comme l'un des pays les plus stables et par conséquent les plus prometteurs de l'Afrique centrale, il ne parvient pas à se débarrasser de l'image négative que lui ont valu les troubles d'antan. D'où l'idée que nous développons ici de façon très sommaire selon laquelle le temps est venu d'inverser le sens du courant qui nous dessert en utilisant les mille et un ressorts de ce qu'il est convenu d'appeler le « marketing » moderne.

L'erreur que commettent les politiques, chez nous comme ailleurs, est de croire qu'il faut discourir, gesticuler, brasser des idées nobles, se répandre en promesses plus ou moins crédibles si l'on veut projeter de son pays une image positive. Le monde moderne est ainsi fait que ce genre de postures engendre aujourd'hui plus de doutes qu'il ne crée de certitudes et l'explosion médiatique que porte en lui le développement des nouvelles technologies de la communication ne peut qu'accentuer le phénomène dans le proche avenir.

D'où l'idée – une parmi bien d'autres, cela va de soi – selon laquelle l'Etat devrait se préoccuper d'abord et avant tout d'aider les médias nationaux à se faire mieux entendre sur la scène internationale. Qu'il s'agisse de l'audiovisuel, de la presse écrite, ou des journaux électroniques le Congo a en effet, aujourd'hui, tous les moyens nécessaires pour lutter efficacement contre les campagnes de désinformation et de dénigrement que mènent ses adversaires. Mais encore faudrait-il que ces médias puissent se faire entendre dans le monde de plus en plus ouvert et donc de plus en plus completif au sein duquel ils évoluent.

La meilleure manière de faire connaître les réalités de notre pays serait de faire en sorte que la presse congolaise soit disponible sous ses différentes formes dans les grandes capitales sur les cinq continents : une réalité que la maîtrise des techniques modernes à laquelle nous sommes parvenus rend possible, comme nous avons entrepris de le démontrer nous-mêmes depuis quelques semaines en Europe ; mais une réalité qui s'imposerait plus facilement si l'Etat lui-même en prenait réellement conscience et s'attachait à accompagner les médias congolais dans cette grande aventure.

Les Dépêches de Brazzaville

PÊCHE ET AQUACULTURE

Les initiatives se multiplient pour accroître l'offre halieutique au Congo

Le Sénat a adopté, le 9 avril dernier, le projet de loi portant ratification de l'accord de prêt entre le Congo et le Fonds international de développement agricole (FIDA), pour le financement du projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales (PD-PAC). Ce projet économique, dont le budget se chiffre à plus de six milliards FCFA, vise entre autres objectifs, d'augmenter la production halieutique dans le pays, afin de rendre le poisson d'eau douce accessible à tous.

Le Projet de développement de la Pêche et de l'aquaculture continentales, pour lequel le ministre de la Pêche et de l'aquaculture, Bernard Tchibambéléla, a défendu l'accord de prêt devant les sénateurs, vise cinq objectifs principaux. Il s'agit entre autres, d'améliorer les sous-secteurs de la Pêche et de l'aquaculture, de rendre les acteurs de la Pêche et de l'aquaculture plus autonome du point de vue organisationnel, et surtout d'augmenter l'offre du poisson afin de baisser le prix de cette dernière sur le marché. Le projet PD-PAC sera exécuté sur six ans, à compter de cette année, mais ne concernera que les départements de la Cuvette-Ouest, Cuvette, Plateaux, Sangha et Likouala. Dans un premier temps, le

projet va capitaliser les acquis tirés des expériences passées, mais aussi ceux qui sont encore en exécution, notamment les différents Proder (Projets de développement rural), exécutés dans les départements de la Sangha, Likouala et Pool. Il devra également pérenniser les acquis du Projet d'appui au développement des filières (PADEF), encore en exécution jusqu'en 2018.

Le PD-PAC sera divisé en quatre composantes stratégiques

La première composante, pour laquelle un budget de 5,50 millions de dollars, soit environ 31,3% des coûts totaux du projet est arrêté, s'occupera uniquement du développement de la chaîne de valeur de la

pêche continentale. L'objectif étant de chercher à accroître les revenus des pêcheurs par la mise en place d'une gestion durable des pêcheurs ainsi qu'une activité de pêche plus productive. Cette composante appuiera directement, environ 5.000 pêcheurs artisans et 600 pisciculteurs, dont 500 actifs et 100 jeunes à installer. La seconde composante, elle, dotée d'un budget de 4,27 milliards de dollars, sera orientée essentiellement vers le développement de la pisciculture commerciale. Les interventions porteront principalement sur l'appui technique des petits pisciculteurs, détenteurs des étangs de moins de huit ares. L'avant dernière composante, pour sa part, s'en chargera du renforcement des capacités du ministère de la pêche et de l'aquaculture, avec un budget de 3,27 millions de dollars. La dernière composante est orientée vers la coordination, le suivi-évaluation et la gestion des savoirs, avec 4,54 millions de dollars de budget.

Firmin Oyé

TÉLÉPHONIE MOBILE

Airtel Congo et Samsung mettent le Galaxy S7 sur le marché

Les avantages du Galaxy S7 Flat et S7 Edge ont été présentés récemment à Brazzaville par les responsables de la société de téléphonie mobile Airtel Congo et son partenaire Samsung

Après le S6, Airtel Congo et Samsung viennent de mettre sur le marché un nouveau produit : le S7. Selon Ibrahim Omari Djuma, formateur à Samsung, le Smartphone Galaxy S7 respecte les exigences d'un accessoire de mode (élégance et utilité). « Nous avons fabriqué un Smartphone qui vous est pratique en tout lieu et tout endroit. C'est un Smartphone qui résiste à l'eau. Vous pouvez réaliser des vidéos et faire des photos dans l'eau pendant 30 mn », a-t-il pré-



Gérard Lokoussou présentant le S7 au public/crédit photo Adiac

dont une mémoire rame de quatre Gigas. « Nous avons également ramené le port de la mémoire parce que nos consommateurs la réclamaient. Vous avez un smartphone qui part de 32 Gigas avec la possibilité de rajouter la carte mémoire, ce qu'il n'y avait pas dans le S6 », a ajouté Ibrahim Omari Djuma, précisant qu'il s'agit de la 7^e merveille et du 7^e enfant de Samsung qui a atteint la perfection.

Notons que la cérémonie du lancement du Galaxy S7 qui s'est déroulée en présence du directeur général de la société Airtel Congo, Gérard Lokoussou, a été marquée par la remise des téléphones aux abonnés après un jeu concours organisé pour la circonstance.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ATTAQUE DU 4 AVRIL

D'importants dégâts matériels enregistrés à la Maison des jeunes de Kinsoundi

Des machines à coudre et chaises emportées, 2500 livres, des archives et autres objets partis en fumée, des fenêtres effondrées, tel est le visage que présente actuellement la Maison des jeunes de la culture et des services conviviaux de Kinsoundi, dans le 1er arrondissement Makélékélé, reconnue dans l'éducation, la formation et l'insertion socioéconomique des jeunes filles désœuvrées.

Les événements survenus dans la nuit du 3 au 4 avril dans les quartiers sud de Brazzaville, notamment l'attaque des ex-Ninjas Nsiloulou, n'ont pas épargné la Maison des jeunes de Kinsoundi, située dans l'enceinte de l'ancienne Société des textiles du Congo (Sotexco). En effet, cette structure dont le siège avait été réfectionné en 2014 par la Fondation Azur et qui est séparée du commissariat de police de Kinsoundi que par un mur, a été saccagée par les assaillants, facilitant ainsi l'entrée aux jeunes du quartier.

« Après leur passage, des jeunes vandales du quartier sont venus tout emporter. Nous sommes ici en train de nous regarder, il n'y a même plus une chaise, une table, c'est très difficile. Nous avons perdu 32 machines à coudre, dix chaises de coiffure, les casques, les séchoirs, 56 chaises en plastique, ainsi que toute la donation de la Fondation Azur comprenant, entre autres, des téléviseurs, des cafetières et des ventilateurs », s'est plaint le coordonnateur de la



Mérols Diabankana « Diabs » lançant le SOS à l'endroit des autorités

Maison des jeunes de Kinsoundi, Mérols Diabankana « Diabs » qui parle d'un acte scandaleux, désastreux et désolant.

En dépit de cette situation, l'équipe de la Maison des jeunes

qui a reçu le soutien moral des agents de la force publique qui prennent la garde dans le site, a rouvert ses portes avec l'appui des apprenants. D'où ce SOS à l'endroit des autorités et des ONG.

« Nous avons reçu aujourd'hui des jeunes qui suivent la formation en pâtisserie, mais ils étaient assis à même le sol, c'est scandaleux. Nous demandons

comme avant. Nous demandons également à la Fondation Azur qui avait en quelque sorte booster notre structure en son temps, de nous venir en aide », a sollicité Mérols Diabankana.

Créée en 2006 par le Club jeunesse infrastructure et développement (CJID), une ONG d'appui au développement communautaire au profit de la jeunesse lui-même créé en décembre 2003, la Maison des jeunes de la culture et des services forme dans plusieurs corps de métiers, notamment la menuiserie et garnissage, la pâtisserie, la coupe-couture, la coiffure et l'esthétique, la gestion des projets. En dix ans d'existence, la Maison des jeunes, mise en œuvre avec l'appui du comité du quartier, a déjà formé plus de 390 jeunes filles désœuvrées en couture et en coiffure. « Nous avons également formé les jeunes en conduite, en pâtisserie, et orienté plus de 1500 d'entre eux à avoir du travail. C'est une maison d'encadrement socioéducatif des jeunes. Nous éduquons les jeunes pour avoir des bons comportements, nous faisons de l'éveil de conscience et de l'éveil citoyen », a conclu Mérols Diabankana.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le non-paiement des vacataires a empêché la reprise effective des cours

Le non-paiement des émoluments des enseignants vacataires évoluant dans les écoles techniques risque de perturber les examens de fins d'année 2015-2016.

Réunis en assemblée générale, le 13 avril à Brazzaville, ces enseignants vacataires de l'Ecole nationale moyenne d'administration (Enma) et de l'Ecole normale des instituteurs (Eni) ont décidé de suspendre les cours et toute autre activité pédagogique au sein de ces deux établissements scolaires jusqu'au paiement des arriérés de traitement, les heures supplémentaires y comprises.

Selon certaines sources, ces émoluments sont impayés depuis six années de suite. Et, dans ces écoles professionnelles, le taux d'enseignants vacataires est très élevé. Par exemple, à l'école paramédicale et médico-sociale (Epms) il est de 98%, tandis qu'à l'École nationale moyenne d'administration (Enma) il s'élève à 51%. En raison de l'absence de contrat avec l'État et du caractère aléatoire de leur rémunération, aucun contrôle d'assiduité ne peut être exercé sur ces vacataires et volontaires. Néanmoins en février 2016, un programme de volontariat a été lancé par les autorités avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour permettre de pallier le déficit en enseignants.

Près de trois cents jeunes ont été formés au maniement des programmes scolaires, à la déontologie professionnelle et à la pédagogie générale dans le cadre du plan national de développement.

Toutefois, dans ces écoles notamment à l'Eni, Enma et à l'Epms, l'Etat envisage une réforme totale des programmes afin de revoir leurs contenus, le volume horaire et probablement aussi la durée de la formation dans les différentes spécialités, surtout celles d'infirmière, de sage-femme, d'assistance sanitaire à l'école paramédicale et médico-sociale. Rappelons de manière générale que l'admission dans ces trois écoles précitées se fait par voie de concours avec le diplôme de baccalauréat comme niveau requis à l'entrée.

Par ailleurs, les formations professionnelles données dans ces établissements visent à offrir aux apprenants des connaissances théoriques et du savoir pratique nécessaire à l'exercice d'une profession, et les possibilités de s'approprier les compétences ainsi que les qualifications professionnelles dont ils ont besoin pour développer l'esprit d'entreprise et affermir leur goût du travail.

Fortuné Ibara

LE PÈRE JEAN-MARIE BUKASA MALU

« Rien ne justifiait les événements des quartiers sud de Brazzaville »

Le président de l'ONG Africa Telema, Jean-Marie Bukasa Malu, a, au cours d'un point de presse animé le 12 avril à Brazzaville, indiqué que rien ne justifiait les récents événements des quartiers sud de Brazzaville, dans un pays qui est reconnu comme modèle dans la résolution des conflits internes

L'attaque des quartiers sud de Brazzaville par des ex-combattants Ninjas le 4 avril dernier ne cesse de susciter des interrogations et des réactions tant au niveau des acteurs politiques que des organisations de la société civile. Fidèle à sa tradition de paix, Africa Telema estime qu'un pays ne peut se construire sans la paix. Selon son président, la violence n'est que ruine de l'âme, un monstre froid aux destructions des infrastructures socio-économiques souvent incalculables. La même violence nourrit la haine entre frères, a rappelé le père Jean-Marie Bukasa Malu.

« Africa Telema demande aux filles et fils de la République du Congo de continuer à préserver et à consolider la paix acquise au prix d'immenses sacrifices. En effet, la construction et la consolidation de cette paix par eux-mêmes sont plus qu'impérieuses. Tel a été notre message dans la chanson : Congo pour la



Le père Jean-Marie Bukasa Malu entouré de deux membres d'Africa Telema ; crédit photo Adiac paix, du mois d'octobre 2015 », a exhorté le président-fondateur de cette association, tout en rappelant que le Congo est un havre de paix et de dialogue.

Il a également rappelé les initiatives prises par les autorités congolaises depuis 1991, année de la Conférence nationale souveraine, jusqu'en 2015, notamment l'organisation du dialogue politique de Sibibi, dans le département de la Lékoumou. Le but étant la consolidation de la paix et le renforcement de l'unité nationale. Considéré comme le chantre de la paix dans la sous-région Afrique centrale au regard de son implication à travers les prières et autres actions allant dans le sens de l'apaisement, Jean-Marie Bukasa Malu a indiqué que le Congo a besoin de paix et d'unité de ses filles et fils, en vue de s'assurer un avenir radieux. Pour lui, la paix est une valeur

politique, économique, sociale et culturelle sans laquelle l'édification d'une nation stable demeure une utopie. S'agissant des événements malheureux du 4 avril dans les quartiers sud de Brazzaville, l'orateur s'est dit préoccupé par cette situation qui a occasionné d'importants dégâts matériels, de nombreuses pertes en vies humaines et des déplacements massifs des populations. C'est ainsi qu'il a invité les forces vives de la nation congolaise à continuer de semer partout le grain de paix. Car, dit-il, la paix vaut mieux que les perles.

Rappelons que dans la quête de la paix dans le monde, Africa Telema a organisé du 20 au 22 décembre 2015 à Brazzaville, un colloque international, avec pour thème : « Stratégies de l'édification de la paix en Afrique subsaharienne et dans le monde ».

P.W.D.

JUSTICE ET DROITS HUMAINS

Le Congo modernise sa législation

Depuis 2015, le gouvernement congolais en partenariat avec l'Union européenne, à travers le projet d'actions pour le renforcement de l'Etat de droit et des associations (Pareda), a amorcé la révision et l'élaboration de huit Codes juridiques.

L'atelier, qui s'est ouvert mercredi et dont les travaux s'achèvent le 15 avril, se propose de valider les avant-projets de huit codes usuels en vigueur au Congo. Ces travaux réalisés par les experts depuis plusieurs mois ont également porté sur une loi relative aux modes alternatifs de règlements des conflits au Congo.

Le directeur du cabinet du ministre de la Justice et des droits humains, Alphonse Dinard Mombang Mokondzi, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de ces travaux, a indiqué que « l'objectif principal de la révision des Codes est de moderniser la législation congolaise pour la rendre compatible avec les défis de développement ».

En outre, il a rappelé que le projet de codification s'insère dans le processus des réformes globales de l'Etat confié au ministère de la justice et inscrit au point XI relatif aux réformes institutionnelles prévues dans le programme du gouvernement du président de la République

dénoté : « *La marche vers le développement* ».

Il a, par ailleurs, exhorté les experts à donner un esprit à tous ces avant-projets de Codes d'une importance capitale. « *Vous êtes investis de la lourde responsabilité de construire l'intelligence législative, juridique et judiciaire de l'Etat dans des matières diverses et variées qui touchent aux préoccupations fondamentales du peuple congolais. Dans cet exercice, chaque mot, chaque expression, chaque article doit être la traduction juridique des valeurs communes de notre corps social. Je vous invite à faire montre d'un patriotisme juridique ouvert à des valeurs universelles* », a-t-il déclaré.

De son côté, la représentante de l'ordonnateur national du Fonds européen de développement, Hélène Wamba a relevé l'importance de la révision des Codes juridiques pour un Etat. « *La deuxième phase du Pareda,*



Une vue des participants au séminaire

entamée en mars 2015, consacrée à la refonte et à la modernisation du corpus juridique congolais à travers la révision de différents Codes, se révèle judicieux au regard de l'évolution des normes internationales. Ce projet avait sollicité une implication conséquente de tous les acteurs commis au processus de codification pour un rayonnement en termes d'efficacité et de réussite », a-t-elle souligné.

Le chef du projet Pareda, Mme Asseta Touré Comparé a rappelé à l'auditoire les étapes préparatoires réalisées par les acteurs

impliqués dans le projet de révision des Codes. « Avec la collaboration d'experts nationaux et internationaux recrutés par le Pareda, les avant-projets desdits Codes ont été rédigés en octobre et novembre 2015 et ont fait l'objet de restitution durant la même période, à la commission de codification mise en place par le ministère de la justice pour orienter les travaux. Suite à ces ateliers de restitution, les observations de la commission ont été intégrées par les experts et les versions des avant-projets de Code

amendés ont, par la suite, été soumises à des larges consultations avec les bénéficiaires dans six chefs-lieux de départements, à savoir : Pointe-Noire, Dolisie, Sibiti, Ouesso, Owando et Djambala », a-t-elle expliqué.

Notons que ces travaux de révision concernent entre autres le Code civil et de procédure civile ; le Code des personnes et de la famille ; le Code pénal et de procédure pénale ; le Code pénitentiaire ; le Code administratif et le Code de l'organisation juridictionnelle.

Roger Ngombé

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN



LES DÉPÊCHES DU CONGO

ÉDITION INTERNATIONALE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

www.adiac-congo.com

RETROUVEZ VOTRE ÉDITION INTERNATIONALE

DISPONIBLES À PARIS

OÙ TROUVER VOTRE QUOTIDIEN ?

- Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris
- Kiosque Ménilmontant au 139, bd de Ménilmontant 75011 Paris
- Kiosque face au Fouquet's 99, av. des Champs Elysées 75008 Paris
- Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris
- Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris
- Kiosque sortie métro Barbès Rochechouart 75010 Paris

Abonnez-vous par mail : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Brazzaville
Kinshasa

TERRORISME

Les enfants, nouvelle arme de Boko Haram dans les attentats-suicides, selon l'Unicef

De plus en plus d'enfants sont impliqués dans des attaques-suicides dans la région du lac Tchad, où le groupe islamiste nigérian Boko Haram, affaibli militairement, tente d'instaurer la terreur par tous les moyens, a rapporté mardi l'Unicef.

De quatre enfants utilisés dans des attaques kamikazes en 2014, on est passé à 44 l'année suivante, selon le fonds des Nations unies pour l'enfance, au Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger, où sévit le groupe qui rallie l'organisation de l'Etat islamique (EI).

Plus de 75% étaient des filles, note l'Unicef dans un rapport «Beyond Chibok» («Au-delà de Chibok»), publié près de deux ans jour pour jour après l'enlèvement par Boko Haram de 276 lycéennes dans le nord-est du Nigeria, un rapt qui avait créé une vague d'indignation à travers le monde.

Ce rapport pointe la situation dramatique de milliers d'enfants, victimes d'enlèvements, d'abus sexuels et de mariages forcés, devenus une arme de guerre aux mains de Boko Haram, utilisés comme bombes humaines ou pour transporter des explosifs.

«Soyons clairs: ces enfants sont les victimes, et non pas les auteurs», affirme Manuel Fontaine, directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'ouest et centrale.

«Tromper les enfants et les forcer à commettre des actes mortels a été l'un des aspects les plus horribles de la violence au Nigeria et dans les pays voisins», ajoute-t-il.

Le groupe islamiste a subi d'importants revers ces derniers mois face aux offensives des armées de la région qui l'ont chassé de la quasi-totalité des localités dont il s'était emparé au Nigeria.

Depuis lors, il multiplie les attentats-suicides, qui demandent peu de moyens, pour terroriser la population.

Ces attaques, longtemps concentrées au Nigeria, se sont progressivement étendues aux pays voisins et notamment au Cameroun, qui a enregistré depuis deux ans le plus grand nombre d'attentats-suicides impliquant des enfants (21), suivi par le Nigeria (17) et le Tchad (2).

AFP

MALI

L'ex-président Amadou Toumani Touré encourt une poursuite pour « haute trahison »

L'ancien président ATT est mis en cause dans sa « mauvaise » gestion supposée de la situation au Nord ayant entraîné l'occupation terroriste en 2012. L'Assemblée nationale du Mali doit se prononcer cette semaine sur la poursuite ou non de l'ancien président devant la Haute cour de justice.

Renversé en 2012 à l'issue d'un coup d'Etat militaire, Amadou Toumani Touré (ATT) pourrait comparaître devant la Haute cour de justice du Mali, si la plénière de l'Assemblée nationale venait à approuver le rapport de la Commission ad hoc mise en place par le Parlement, laquelle requiert la mise en accusation de l'ancien chef de l'Etat. Après la remise du rapport de la commission de 15 membres, il faut le feu-vert des deux tiers des députés prenant part au vote pour obtenir la mise en accusation « pour haute trahison ». Il est fort improbable que l'avis de la Commission soit validée par la majorité des élus maliens. Des députés disent en privé qu'ils sont catégoriquement opposés à un jugement de l'ancien président, rapporte le site



Amadou Toumani Touré

d'information Afrique sur 7 qui cite RFI. « Pourquoi le juger à cause de sa gestion du dossier du Nord, alors qu'aujourd'hui la situation n'est guère reluisante ? », interroge un élu cité par la même source. Quatre ans après sa chute, ATT reste populaire dans son pays. Plusieurs partis politiques et associations opposés au rapport de la Commission parlementaire, ont déjà officiellement demandé le retour au Mali d'Amadou Toumani Touré. Malgré les multiples accusations dont il fait l'objet depuis son exil au Sénégal, ATT ne s'est jamais exprimé publiquement, ni sur la situation socio-économique au

Mali, ni même sur la crise sécuritaire à laquelle le pays est confronté, marquée par les attaques terroristes. Les putschistes regroupés au sein du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, reprochaient à ATT sa mauvaise gestion du conflit au Nord-Mali entre l'armée et la rébellion touareg.

Âgé de 67 ans, Amadou Toumani Touré est un ex-commandant des commandos parachutistes maliens. En mars 1991, après les manifestations populaires réprimées dans le sang, il participe au coup d'Etat contre Moussa Traoré, prend la présidence du Comité de transition pour le salut du peuple et assure les fonctions de chef de l'État pendant la transition démocratique. Il organise la conférence nationale (qui s'est déroulée du 29 juillet au 12 août 1991), puis des élections générales en 1992. À l'issue desquelles, il remet le pouvoir au nouveau président élu Alpha Oumar Konaré. On le surnomme alors le « soldat de la démocratie ».

Fiacre Kombo



PARTI POUR L'ACTION DE LA REPUBLIQUE MÂ « P.A.R. »

Déclaration

Cher (e)s ami(e)s

Il y a deux semaines de cela, le président du P.A.R, Monsieur Anguios Nganguia Engambe avait annoncé à la presse nationale et internationale qu'il prenait acte des résultats provisoires de l'élection présidentielle du 20 mars 2016, tels qu'annoncés le 23 mars par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de notre pays, la République du Congo. La Cour Constitutionnelle venait ensuite, le 4 avril, d'annoncer les résultats définitifs de cette même élection.

Le P.A.R se félicite d'avoir battu la meilleure campagne dans les douze (12) départements de la République du Congo, avec son équipe d'Evolution des idées neuves, autour de son candidat. Il félicite de nouveau cette meilleure équipe pour le travail abattu. Le nouveau style de campagne instauré par cette équipe, axé sur l'innovation, restera gravé dans les mémoires des congolaises et congolais. L'on n'oubliera pas, par ailleurs, le renfort apporté par les deux (2) jets privés de la Compagnie d'avion Trajet Bourget et la collaboration avec leurs services de sous-traitance au sol dans plusieurs pays d'Afrique.

Cher(e)s ami(e)s,

Il nous reste à vous rappeler que notre budget de campagne était de deux milliards cent soixante-quinze millions quatre cent quatre-vingt mille trois cent quatre-vingt-cinq (2.175.480.385) francs CFA, soit trois millions cinq cent soixante-six mille trois cent soixante un (3.566.361) Dollars et trois millions trois cent seize mille deux cent quatre-vingt-un (3.316.281) Euros.

Malgré ce lourd budget, nos dépenses de campagne ont connu un dépassement hors budget de quatre cent soixante-quinze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille (475.590.000) francs CFA, soit sept cent soixante-dix-neuf



mille six cent soixante (779.660) Dollars et sept cent vingt-cinq mille (725.000) Euros.

Une dette reste à régulariser auprès des fournisseurs qui nous ont aidés dans la réussite de cette expérience difficile de campagne par le cautionnement des assurances tous risques auprès des assureurs pour notre campagne. Aux ami(e)s du P.A.R, nous les invitons à demeurer concentrés en vue d'une meilleure préparation des échéances électorales prochaines (législatives, locales et sénatoriales) et attendre dans cinq (5) ans la prochaine présidentielle.

Par la même occasion, nous remercions très vivement et très sincèrement notre ami intime qui nous a soutenu dans toutes les démarches financières et morales durant tout le parcours de notre campagne dans les douze (12) départements de la République du Congo et qui continue de nous soutenir. A lui nous formulons ce souhait: « cher Ami et président Anguios NGANGUIA ENGAMBE, ne pense à rien, la vie est faite ainsi, tant que l'on vit on ne doit pas désespérer; un jour la chance sera de ton côté ! ».

De la même manière, nous remercions toutes nos connaissances, nos ami(e)s et nos parents qui eux aussi nous ont soutenu moralement et financièrement sans oublier les électrices et électeurs qui ont voté pour notre président du Parti, Anguios NGANGUIA ENGAMBE, partout dans la République du Congo.

Pour conclure, notre président du Parti, Anguios NGANGUIA ENGAMBE avait déjà annoncé à la presse nationale, internationale et au peuple souverain, qu'il acceptait le verdict des urnes. Il félicitait à la même occasion le candidat élu à la haute et prestigieuse fonction de président de la République du Congo. Comme il l'avait appuyé sur le plateau de la chaîne Africa 24, le PAR soutient l'idée d'une meilleure gouvernance du Congo: « gouverner autrement avec la jeunesse à l'économie du savoir et à la prise de risques ». Car un pays qui ne pense pas à sa jeunesse est un pays mort.

Le dialogue politique que nous demandons est une force en démocratie et la compétence que nous exigeons par l'utilisation de la jeunesse à l'économie du savoir et à la prise de risque est un levier de croissance.

Vive la République du Congo, unie, solidaire, prospère, constructive et indivisible!

Vive la Démocratie!
Je vous remercie!

Fait à Brazzaville, le 12 avril 2016

Pour le PAR, le Secrétaire Général
Simon Gérard NDALA

GÉANT CASINO

La renaissance du sphinx

Dire que désormais, plus rien ne sera comme avant dans le registre des emplettes à Brazzaville relève d'un euphémisme de bon aloi. En effet, après plusieurs mois de travaux titanesques, le supermarché Casino renaît de ses cendres en devenant l'hypermarché Géant Casino. Ce nouveau départ se conjugue aisément avec de nouveaux défis et une seule obsession à savoir satisfaire son aimable clientèle.

En 20ans de présence au Congo, le supermarché Casino qui est une propriété du groupe Mercure International basé à Monaco, s'est imposé comme le leader incontournable de la distribution des produits alimentaires à Brazzaville et à Pointe Noire regroupant dans ses rayons bien achalandés de grandes marques européennes et africaines pour le bonheur des consommateurs. Véritable pourvoyeur d'emplois et de ressources fiscales, Casino participait au rayonnement et au développement du Congo avec des infrastructures modernes et environ 250 emplois directs répartis sur toute la chaîne de distribution avant que le sinistre du 6 novembre 2014 ne réduise en cendres, le seul supermarché digne du nom à Brazzaville.

Une résurrection digne de nom

Loin d'ébranler la volonté du groupe à construire une Afrique émergente, ce sinistre va permettre de rebâtir une plus grande infrastructure et donner au Congo un hypermarché des plus modernes de la sous-région : l'hypermarché Géant Casino. L'ouverture prochaine de cette infrastructure moderne de 2200m² est prévue pour le jeudi 14 avril 2016.

L'hypermarché Géant Casino est l'élément central du futur centre commercial dénommé «Grand Fleuve» en hommage au plan d'eau

qui jouxte la ville et dont l'inauguration est prévue pour la fin de l'année 2016. L'objectif du groupe Mercure International en initiant et en concrétisant ce projet de centre commercial est non seulement de faciliter le ravitaillement dans tous les registres pour chaque foyer brazzavillois, mais aussi d'offrir à tous, plus de choix et de qualité dans tous les domaines pour une meilleure qualité de vie au quotidien. Outre la mode avec de grandes marques comme Kiabi, Celio, City Sport, Guess, Newport Aldo etc. les boutiques du centre commercial « Grand Fleuve » abriteront restaurant, pharmacie, club de sport et bien d'autres services.

Pour l'heure, c'est l'hypermarché Géant Casino, situé sur l'Avenue Amilcar Cabral à Brazzaville, qui nous tend ses bras. Un parking souterrain de 100 places et un parking en surface de 60 places sont aménagés pour permettre à chaque client de se garer en toute quiétude. Les mesures de sécurité sans être étouffantes dissuadent toute personne animée de mauvaises intentions. Tout a été imaginé et conçu pour faciliter vos emplettes à l'hypermarché Géant Casino qui dispose désormais de 15 caisses dont une dédiée spécialement aux femmes enceintes, aux nourrices et aux personnes handicapées et une autre consacrée aux paiements des courses de moins de 10 articles. A toutes ces caisses, le client peut être fait soit par liquide, par chèque, par carte de crédit ou soit par MTN Mobile Money.

Désormais pour faire toutes vos courses, n'hésitez plus, ayez le réflexe Géant Casino, l'hypermarché qui vous facilite la vie. Rendez-vous, le jeudi 14 avril 2016 à partir de 8h30 dans votre magasin.

GRAND RETOUR DE CASINO BRAZZAVILLE

HYPERMARCHÉ GEANT CASINO

Choix, Qualité, Prix

OUVERTURE
14 AVRIL 2016



Av. Almicar Cabral, Brazzaville

LUTTE CONTRE LA FAIM

L'Afrique peut mieux faire selon la FAO

Lors de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue la semaine dernière à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), José Graziano da Silva a indiqué que l'Afrique a fait d'énormes progrès dans la lutte contre la famine, en réduisant de 30% le nombre de personnes souffrant de faim pour la période allant de 1990 à 2015.

« Toutefois, le changement climatique, les conflits et les inégalités sociales représentent encore des défis majeurs pour le continent en quête d'un avenir libéré de la faim et de la pauvreté », a déclaré le Directeur général de la FAO. « Alors que le nombre d'Africains en situation d'insécurité alimentaire a globalement baissé, les chiffres relatifs à l'insécurité alimentaire révèlent des variations significatives d'un pays à un autre. La performance économique de l'Afrique demeure solide avec des taux de croissance au-dessus de la moyenne mondiale », a-t-il ajouté.

Néanmoins, a-t-il souligné, la vulnérabilité du continent au changement climatique est élevée, les pertes après récolte sont considérables, les ressources naturelles s'épuisent peu à peu et tout le monde ne bénéficie pas des retombées de la forte croissance économique actuelle. « L'accès à un travail rémunérateur, à des systèmes de protection sociale et à des possibilités d'emploi décent reste limité pour de nombreux ménages en milieu rural », s'alarme le directeur général de la FAO. Ainsi, José Graziano da Silva a exhorté à poursuivre le travail conjoint afin « d'exploiter la puissance du secteur de l'alimentation et de l'agriculture, tel un catalyseur de la croissance inclusive », en vue de réduire le taux de pauvreté et de lutter contre la faim.

La Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique a eu lieu en présence du Premier ministre de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan.

Yvette Reine Nzaba

FAO

Le directeur fait chevalier du mérite italien

La présidence italienne veut souligner le rôle important de l'agence de l'ONU dans la lutte contre la faim dans le monde

Le président Sergio Mattarella a reçu en audience mardi au Quirinal le directeur général de la FAO, le Brésilien José Francisco Graziano da Silva. Le chef de l'Etat italien a voulu cet instant solennel pour remercier l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), dont le siège est à Rome, pour son action multiforme dans la lutte contre la faim. Sergio Mattarella a effectué le mois dernier une tournée africaine qui lui a permis de toucher du doigt les effets de la pauvreté et de la précarité.

Il est revenu de cette première visite en Afrique conforté dans l'élan de solidarité qui entoure la coopération italienne sur le continent noir. En Ethiopie, il a visité un camp de réfugiés ; au Cameroun, il a loué la volonté de tirer profit ensemble des ressources notamment agricoles. Ici et là, il a réaffirmé que l'éducation était résolument l'antidote au radicalisme, carburant du djihadisme dont Yaoundé souffre avec les attaques répétées de la secte islamiste nigériane de Boko Haram au nord.

Aussi est-ce tout naturellement qu'il a épinglé sur la poitrine du Dr Graziano da Silva la médaille de chevalier de la Grande Croix de l'ordre du mérite italien, et celle de commandeur à son adjoint Mario Lubetkin. L'assistance, qui a applaudi, était composée de personnalités bien présentes sur le terrain de la lutte contre la faim et la pauvreté en Afrique, tel le ministre italien de l'Agriculture Maurizio Martina. Il y a quelques mois, il était de tous les débats à l'Exposition universelle de Milan qui était axée sur comment nourrir la planète.

Lucien Mpama

CHINE/INNOVATION

Pékin prévoit une croissance économique de 6,5% par an entre 2016-2020

Au cours de l'adoption du 13^e plan quinquennal chinois, qui s'est conclue par la Déclaration de Li Keqiang (le Premier ministre), Pékin a prévu une croissance économique moyenne de 6,5% par an entre 2016-2020. Cette croissance sera portée par l'innovation.

En 2020, 60% de la croissance économique chinoise reposera sur les avancées technologiques et scientifiques. Le président chinois, Xi Jinping, a promis de doubler le Pib de son pays en 2020 par rapport à celui de 2010. Cette ambition rejoint le rêve de Deng Xiaoping il y a près de 50 ans. Pour cela Li Keqiang appelle à un effort massif et collectif.

Pékin prévoit de libérer ses taux d'intérêt, de maintenir la stabilité de sa monnaie, le yuan et de contrôler les flux anormaux de capitaux à travers les frontières. Le parti communiste chinois fêtera ses 100 ans en 2021. Est-ce peut-être la raison de l'accélération de la construction de la Chine. En 2020, le Pib chinois sera de 3800 milliards de dollars de plus qu'en 2014. Ce qui correspond en gros à celui de l'Allemagne actuelle.

Les entreprises chinoises auront un rôle important à jouer. LA Banque de développement chinoise avait annoncé en juin dernier, qu'elle allait investir la colossale somme de 890 milliards de dollars dans 900 projets dans 60 pays dont une ligne ferroviaire TGV, longue de 3600km, reliant le Xinjiang à Téhéran, essentiel dans le partenariat stratégique lié à l'énergie et au commerce entre la Chine et l'Iran. Pékin est entrain de conforter son soft power.

Noël Ndong

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La modernisation de l'agriculture africaine au menu d'une rencontre internationale au Nigéria

Quelque 200 partenaires et experts agricoles sont en conclave de trois jours (depuis mardi) à Ibadan, au Nigeria. Atteindre une production agricole suffisante pour garantir l'autosuffisance alimentaire en Afrique, est la priorité des participants réunis autour de la Banque africaine de développement (BAD).

Au programme de la réunion qui s'achève ce jeudi, le passage à l'acte de la nouvelle initiative « l'Afrique nourrit l'Afrique » ou encore « Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique (TAAT) », élaborée par la BAD. Ce nouveau programme de développement, selon l'institution financière panafricaine, esquisse une stratégie ambitieuse pour transformer l'agriculture du continent, de sorte que la production agricole puisse garantir l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique.

« Le passage à une agriculture moderne et commerciale est

plusieurs partenaires au développement, notamment le Forum pour la recherche agricole en Afrique (Forum for Agricultural Research in Africa – FARA), le consortium CGIAR et 12 de ses 15 centres agricoles internationaux... ont décidé de mettre la main à la pâte. Ils ont alors ciblé huit chaînes de valeur agricoles prioritaires : l'autosuffisance de production de riz ; l'intensification de la culture du manioc ; la sécurité alimentaire au Sahel ; l'exploitation des zones de savane pour la production céréalière ; la réhabilitation des plantations arboricoles ; le développement de

« Le passage à une agriculture moderne et commerciale est la clé de la transformation de l'Afrique et des conditions de vie des Africains, en particulier des ménages les plus pauvres vivant en milieu rural »

la clé de la transformation de l'Afrique et des conditions de vie des Africains, en particulier des ménages les plus pauvres vivant en milieu rural », a expliqué, le 11 avril, la BAD dans un communiqué. Par ailleurs, le programme TAAT entend notamment éradiquer l'extrême pauvreté, la faim et la malnutrition ; assurer l'autosuffisance alimentaire ; faire du continent un exportateur net de denrées alimentaires ; et intégrer l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales des produits agricoles et de base.

Des décideurs du continent et

l'horticulture ; l'augmentation de la production de blé ; et le développement de la pisciculture.

Une alternative aux revenus des matières premières

La réunion en amont constitue une première étape préliminaire vers la mise en place et le lancement opérationnel du programme TAAT. A l'issue d'une Conférence de haut niveau organisée par la BAD à Dakar, au Sénégal, en octobre 2015, les dirigeants africains se sont accordés sur un plan d'actions pour la transformation agricole de l'Afrique. Sont réunis

pour l'occasion des experts agricoles de renom africains et internationaux travaillant pour des agences de développement, des instituts de recherche, le secteur privé, des institutions financières, des établissements universitaires et la société civile.

Face à la chute vertigineuse des prix du pétrole, des minerais et métaux, le président de la BAD, Akinwumi Adesina a appelé les Etats africains dépendant de ces matières premières, à diversifier leurs économies. Cette morosité économique, a-t-il estimé, « est une chance pour forcer ces pays à pouvoir diversifier leurs revenus par d'autres activités ». L'agriculture est l'une des activités alternatives proposées par le patron de l'institution financière africaine. « Comment un continent avec une telle abondance de terres arables, d'eau et d'ensoleillement peut-il importer pour 35 milliards de dollars de denrées alimentaires par an ? Comment est-il possible que le continent africain ne soit pas en mesure de garantir la sécurité alimentaire ? Cette situation doit changer », a-t-il interpellé.

A ce jour, quelque 22 pays africains ont été identifiés comme partenaires potentiels des centres du CIGAR dans la planification, la définition et l'évaluation des investissements visant à promouvoir la transformation agricole. Tous les regards sont, par ailleurs, tournés vers les partenaires techniques et financiers clés, la Banque mondiale, l'UITA qui travaille pour de meilleurs qualité et rendement des cultures, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), le CGIAR, les réseaux nationaux de recherche agricole et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)...

Fiacre Kombo

MÉDICAMENTS FALSIFIÉS

Les médecins et pharmaciens publient un rapport

Dans l'esprit de mettre en œuvre une politique de prévention et de répression du trafic de médicament falsifiés à l'échelle internationale, les experts et professionnels de santé, notamment les médecins, pharmaciens et vétérinaires, en collaboration avec l'académie française de médecine que préside Marc Gentilini, viennent de publier un rapport intitulé « médicaments falsifiés : plus qu'un scandale et un crime »

Rédigé en partenariat avec l'académie de pharmacie et vétérinaire de France, ce rapport de quarante pages et qui a été présenté publiquement le week-end dernier, rappelle l'impérative nécessité d'une lutte contre le trafic de médicaments falsifiés. Un trafic que les auteurs de ce rapport juge de rentable et hors contrôle.

Pour freiner ce fléau, le rapport souligne qu'il est temps de dénoncer ce préjudice sanitaire porté aux populations les plus démunies et ce, par le biais d'internet à tous les pays du monde. Le document note également l'urgence d'adopter des mesures coercitives sévères de la part des décideurs politiques, des organisations internationales et régionales concernées par cette lutte et une mobilisation des industriels, des importateurs et distributeurs sans oublier les professionnels de santé de toutes les disciplines.

« La falsification des médicaments et les médica-

ments falsifiés constitue un fléau mondial dont le trafic ne cesse de croître. Dans tous les pays, notamment dans ceux en développement, un préjudice grave est créé à l'égard des malades qui ne peuvent bénéficier d'un accès à des médicaments de qualité, en vue de bénéficier d'un traitement efficace ». précise le rapport, en ajoutant qu'actuellement, la vente de médicaments sur internet représente un danger supplémentaire mondial. Cela a pour cause principale: la carence des acteurs qui se présente à tous les niveaux; le manque d'une politique efficace; et surtout le fait que les moyens de lutte sont dramatiquement limités.

Le rapport préconise en outre qu'une communication forte, répétée et suivie sur le risque engendré par les médicaments falsifiés auprès du public, y compris par le canal d'Internet soit faite.

Invitant les pays du monde entier à mettre en œuvre des stratégies sur la question, le document demande qu'il ait un suivi régulier des progrès réalisés sur ce sujet. « Les médicaments falsifiés et leur trafic sont un problème mondial. Emanant de grandes puissances comme l'Inde et la Chine, présents surtout dans les pays en développement, ils sont devenus une préoccupation dans tous les pays, y compris ceux économiquement développés », conclut le rapport.

Rock Ngassakys

LIBYE

Les partenaires se sont engagés à Tunis à soutenir le nouvel exécutif

La communauté internationale a décidé d'accélérer la sortie de crise en Libye, en affichant un soutien plus significatif pour le nouveau gouvernement d'union nationale qui vient d'entrer en fonction. La situation économique et sécuritaire dans ce pays était au cœur de la réunion qui s'est tenue le 12 avril dans la capitale tunisienne.

La conférence de Tunis était destinée à aider le cabinet gouvernemental, issu de l'accord de Skhirat (Maroc), à définir ses objectifs et ses priorités en vue de poursuivre le processus de sortie de crise en Libye plongée dans les violences depuis 2011. Les participants se sont penchés sur l'appui financier à apporter à ce pays pour permettre au gouvernement d'union nationale, dirigé par l'actuel Premier ministre, Fayez As-Sarraj, de faire face aux besoins urgents du pays, qui cherche à affirmer son pouvoir depuis fin mars.

En clair, cette conférence avait pour objectif de permettre au gouvernement d'union nationale de définir ses objectifs et ses priorités qui bénéficieraient d'un soutien international, fourni aussi bien par les pays qui soutiennent déjà la Libye que de ceux qui souhaitent soutenir le nouveau gouvernement. Une occasion qui a permis d'échanger sur deux priorités majeures : sécuriser et redresser l'économie du pays. Et malgré le fait que les chantiers sont immenses, les participants se sont engagés à soutenir financièrement le nouvel exécutif.

Il s'agira donc de relancer le système bancaire et les exportations de pétrole, fournir à nouveau des services publics de base aux Libyens, tels que l'électricité et les services de santé.

La reconstruction du secteur sanitaire nécessite à lui seul 50 millions d'euros, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces priorités et autres défis économiques visant la reconstruction du pays ont été exposés par le gouvernement libyen comme étant les plus urgents de la nouvelle équipe. Réagissant à ce sujet, le représentant du ministère britannique des Affaires étrangères a

« Si aucune réponse n'était apportée aux besoins primaires des Libyens, la stabilité du pays serait en jeu »

évoqué la nécessité de reconstruire l'économie libyenne à la seule condition que celle-ci soit diversifiée pour ne plus dépendre, à l'avenir, exclusivement du pétrole.

Le coordinateur humanitaire de la mission de l'ONU en Libye, Ali Al Zaatari a parlé d'un nouveau plan humanitaire en préparation pour aider les Libyens en dépit de l'ampleur de la crise. Pour ce faire, il a plaidé pour une aide urgente en ces termes : « Le secteur de la santé a besoin d'un soutien immédiat, il peut s'effondrer à tout moment. Il y a un nombre considérable de déplacés internes : plus d'un demi-million de personnes a besoin d'assistance, en

particulier dans l'est, à Benghazi. Nous devons aussi nous pencher attentivement sur la question du statut légal des migrants et des réfugiés. Il ne faut pas qu'il y ait de crise humanitaire en Libye en 2017. »

Evoquant à son tour cette situation humanitaire préoccupante dans son pays, l'un des vice-présidents du gouvernement d'union nationale a dit que « si aucune réponse n'était apportée aux besoins primaires des Libyens, la stabilité du pays serait en jeu ».

Concernant la situation sécuritaire tant en Libye que dans les pays voisins, les participants ont également assuré le gouvernement d'union nationale du soutien de leurs pays, institutions ou organisations pour l'aider à reconstruire l'armée libyenne et lutter à ses côtés contre le groupe l'Etat islamique qui s'est installé dans le pays. Ce soutien multiforme fait suite à celui obtenu précédemment de plusieurs villes ainsi que de la Banque centrale et de la Compagnie nationale du pétrole. Les nouvelles autorités libyennes espèrent que le soutien officiel du Parlement de Tobrouk qui leur manquait pourrait intervenir bientôt.

Des hauts fonctionnaires de plus de quarante pays arabes, des représentants des Nations unies, ceux des institutions financières dont la Banque mondiale, de l'Union européenne, de l'Union africaine, des organisations internationales et de quelques pays occidentaux ont pris part à cette rencontre, placée sous l'égide de l'ONU.

Nestor N'Gampoula

BURUNDI

L'offensive diplomatique de la France très critiquée

Paris a pressé le gouvernement burundais à mettre en œuvre « sans délai » l'engagement à un dialogue avec l'opposition.

L'opposition s'insurge de son côté, contre un projet de résolution présentée par la France au Conseil de sécurité des Nations unies visant à dépêcher une centaine de policiers chargés d'obtempérer la crise politique que connaît le pays. Dans un communiqué, l'ambassade de France à Bujumbura rappelle qu'à l'initiative de Paris, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2279, à l'unanimité, qui appelle toutes les parties burundaises au dialogue, sous la médiation africaine, et à respecter les engagements pris par le gouvernement burundais.

La résolution vise à renforcer le rôle des Nations unies, en donnant un mandat de « bons offices » au conseil spécial du secrétaire général, Jamal Benomar. A l'opposé du pouvoir burundais, l'opposition et certains mouvements rebelles armés ont mal accueilli cette proposition de Paris. Il faut rappeler que le pouvoir burundais avait fait échec à une « Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu) », forte de 5.000 soldats. Les Forces républicaines du Burundi (Forebu) avaient regretté « amèrement » que Paris « ose, sans vergogne, présenter un projet de résolution qui n'a aucun effet susceptible de contribuer au règlement pacifique de la crise politico-sécuritaire qui prévaut actuellement dans le pays ». Les Forebu exigent « plutôt que les forces militaires et policières [burundaises] déployées dans les missions de maintien de la paix dans les autres pays soient rapidement rapatriées, en vue de venir contribuer au rétablissement de la paix qui manque dans leur pays, depuis bientôt une année ».

Faute de quoi elles menacent dans le communiqué, de prendre « leurs responsabilités pour rétablir l'ordre et la tranquillité ainsi que la sécurité et la stabilité sur tout le territoire burundais ».

« Face à la démission du Conseil de sécurité », la Résistance pour un Etat de droit (Red), a lancé un appel à toutes les forces vives pour rejoindre le front de la résistance armée. Le Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000 (Cnared) s'est dit « surpris » par le caractère « dérisoire » du remède proposé par la résolution des Nations unies, « au regard de la gravité de la situation sociopolitique du Burundi ».

Plutôt favorable à une force de maintien de la paix « et non des policiers observateurs », le Cnared pense qu'« une poignée d'experts ne peut pas stopper la saignée qui vide le Burundi de ses forces vives, obligées de s'exiler pour ne pas finir dans des fosses communes ». A défaut d'une force onusienne, l'opposition en faveur de l'initiative de l'Union africaine (UA) d'un déploiement de 5000 militaires, et « des négociations inconditionnelles avec le pouvoir ».

Noël Ndong



BUROTOP IRIS



HUAWEI



HUAWEI Mate S

- * Ecran 5,5"
- * 3Go de RAM
- * 64Go de mémoire (extensible à 128Go)
- * Double SIM 4G
- * Processeur Octa-Core à 2.2GHz
- * Appareil photo 13 Mp
- * Android 5.1
- * Garantie 1 an

au prix exceptionnel de

475 000

FCFA ht

www.burotopiris.com

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

Rendez-vous chez Burotopiris, votre distributeur exclusif de Huawei au Congo

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Démocratie * Liberté



**Message de félicitations du Bureau Exécutif National
du Rassemblement Citoyen à Son Excellence Monsieur
Denis Sassou-N'Gusso, pour sa réélection comme
Président de la République du Congo**

Le peuple congolais a accompli, librement et dans la sérénité, pendant le scrutin présidentiel du dimanche 20 mars 2016, son devoir civique et souverain de choisir celui ou celle qui présidera à ses destinées, durant les cinq prochaines années.

Les résultats de ce scrutin publiés par le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, confirmés par la Cour Constitutionnelle dans sa décision rendue le lundi 4 Avril 2016, consacrent la victoire, dès le premier tour de l'élection présidentielle, avec 60,19% des suffrages exprimés, du candidat que s'était choisi le Rassemblement Citoyen, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Gusso.

De ce fait, le Bureau Exécutif National du Rassemblement Citoyen se réjouit de cette victoire éclatante, à laquelle il a contribué non seulement par la fidélité et la loyauté à ses engagements, mais également en s'impliquant, à fond, dans la campagne électorale.

C'est donc avec une joie immense que le Bureau Exécutif National du Rassemblement Citoyen présente ses très vives et chaleureuses félicitations à son candidat élu, en souhaitant plein succès à la réalisation de son Projet de société: «*La marche vers le développement. Allons plus loin ensemble*».

Le Bureau Exécutif National du Rassemblement Citoyen l'assure de son soutien sincère et indéfectible, aux côtés des autres forces de la Majorité Présidentielle, dans son action visant le développement et la modernisation du Congo, dans la paix et l'unité nationale.

Fait à Brazzaville le 12 avril 2016

Pour le BEN, le Président
du Rassemblement Citoyen (Le RC)

Pour le BEN, le Président du Rassemblement Citoyen (Le RC)

Alphonse Claude N'SILOU

Alphonse Claude N'SILOU



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso.



*Le Président du Bureau Exécutif National
du RC, Alphonse Claude N'Silou.*

ABUS SEXUELS

Des soldats ougandais sous mandat de l'UA pointés du doigt à Obo

Les militaires ougandais engagés dans la lutte contre la LRA, avec mandat de l'Union africaine sont auteurs de nombreux cas d'abus sexuels dans la ville d'Obo où ils sont basés. Le préfet de la localité se dit déçu et exige des enquêtes sur cette situation.

À Obo, peu de gens croient aujourd'hui à la sincérité de la lutte contre la LRA menée par les soldats ougandais. Ceux-ci sont accusés de plusieurs cas d'abus sexuels sur les filles dont certaines sont mineures. La situation est dramatique, selon Takoali, ancien président de la délégation spéciale de la ville, « c'est triste ce qui arrive depuis quelques années. Ces militaires sortent avec des filles qui parfois sont des mineures. Beaucoup ont enceinté plusieurs filles. Parfois, ces soldats refusent de reconnaître les grossesses et ces filles sont abandonnées à leur triste sort », a-t-il déploré.

Christelle (nom d'emprunt), visiblement âgée de moins de 18 ans, portant un enfant dans ses bras, affirme avoir été enceinte par un soldat

ougandais. Elle a confié que ce dernier a refusé de reconnaître la grossesse. « Je suis maintenant avec mon enfant. Quand j'étais enceinte, il a refusé de reconnaître. Mes parents m'ont aidée et j'ai bien accouché. Aujourd'hui, il est reparti mais l'enfant est encore là », a-t-elle expliqué en sanglot.

Suzanne (nom d'emprunt) a eu la chance parce que le soldat ougandais, auteur de sa grossesse a reconnu les faits et prend en charge l'enfant. « J'ai fait un enfant avec un Ougandais. Il prend bien en charge l'enfant et ça va très bien », a-t-elle dit. Selon les témoignages recueillis sur le terrain, plusieurs de ces filles sont parties avec des soldats ougandais. D'autres sont malades et abandonnées par ces militaires.

Interrogé sur cette affaire, le préfet du Haut-Mbomou, Dieu béni Kolengo dit avoir donné des instructions pour que les responsabilités soient dégagees, « j'ai demandé au commissaire de police et au com-

mandant de compagnie de la gendarmerie de faire des investigations nécessaires sur cette affaire ignoble. Je pense que les premiers rapports ont été envoyés. Pour le moment, nous attendons une enquête mixte pour établir la vérité afin que notre gouvernement saisisse les autorités de l'Ouganda parce que c'est trop », a-t-il expliqué.

Les responsables des forces ougandaises présentes à Obo n'ont pas souhaité se prononcer sur ce dossier estimant que sans l'ordre de l'Union africaine, ils ne peuvent se confier à la presse.

Les forces ougandaises, engagées dans la lutte contre la LRA, sont à Obo sous mandat de l'Union africaine au nom de laquelle elles agissent dans plusieurs préfectures de la RCA. Le nouveau président Faustin-Archange Touadéra s'est rendu à Obo sur invitation de l'ambassadeur des Etats-Unis, quelques jours avant son investiture. Des forces spéciales américaines sont aussi basées dans cette ville pour la même cause.

ACTIVITÉS AGRICOLES

Les autorités de Sibut déplorent la mauvaise qualité des semences distribuées

Les chefs des quartiers et le sous-préfet de Sibut ont déploré la « mauvaise qualité des semences » données par certaines organisations humanitaires. Ils interpellent ces partenaires au développement à respecter le calendrier agricole, afin que les appuis octroyés aient de réponses favorables.

Dans un entretien accordé au RJDH la semaine dernière, avec les autorités locales, il est relevé que les semences données par certaines ONG internationales voire nationales, n'arrivent pas à des moments opportuns. En plus, les semences données ne seraient pas de bonne qualité. Elysée Loban, sous-préfet de Sibut, a relevé que « les semences

attribuées aux agriculteurs n'ont pas germé et le calendrier agricole n'a pas été respecté par ces donateurs. Les produits donnés ont été de mauvaise qualité, les cultivateurs attendent une relance agricole avec l'appui des partenaires », a affirmé l'autorité sous-préfectorale.

Il interpelle les partenaires au développement de la ville de Sibut à apporter les semences de bonne qualité afin de relancer la productivité agricole. « La relance de l'économie ne dépend pas seulement du commerce, mais surtout de l'agriculture. La crise militaro-politique et les feux de brousse ont fragilisé l'économie agricole. Nous voulons un relèvement franche et sincère à travers les semences de meilleure qualité », a suggéré le sous-préfet.

Georges Régonindji, chef de quartier Ouga à Sibut, souligne que les sols sont devenus arides suite aux feux qui ont ravagé les champs. « Il s'avère important que les partenaires appuient le secteur agricole avec des engrais, afin de favoriser une productivité raisonnable en 2016 », a-t-il témoigné. Plusieurs champs ont été ravagés par les feux de brousse pendant la saison sèche. Un appui du secteur agricole en engrais, semences, entre autres serait souhaitable.

Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme (RCA)°



COMMUNIQUÉ

L'UNITE DE GESTION DU PROJET LISUNGI informe les ménages bénéficiaires des allocations de LISUNGI de Mvoumvou, Makoua, Oyo, Makélékélé, Bacongo, Mougali et Talangai, que la situation qui a prévalu ces derniers temps à Brazzaville a eu à perturber le fonctionnement normal de certains services techniques chargés de collecter les données sur le suivi des conditionnalités et de traiter les paiements.

Pour cette raison, les paiements initialement prévus pour ce lundi 11 avril 2016 sont reportés à une date qui sera communiquée aux ménages concernés.

L'UNITE DE GESTION DU PROJET LISUNGI présente toutes ses excuses aux bénéficiaires pour ce désagrément.

Fait à Brazzaville, le 08 avril 2016

UNITE DE GESTION DU PROJET

NÉCROLOGIE

La famille Biahomba à la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur tante, mère et grand-mère Bouesso Hélène décès survenu le 1^{er} avril 2016 à B/ville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Kindamba N° 9 à massina arrondissement 1 Makélékélé.

L'enterrement aura lieu ce vendredi 15/04/2016 au village Yalala Nkizi (District de Boko)



IN MEMORIAM

14 avril 2013-14 avril 2016, voici exactement 3 ans, jour pour jour que fut arraché à l'affection de toute sa famille :

Papa Daniel Ndeba Otoua Mo Olombi.

En ce jour de triste anniversaire, la veuve Ndeba, les enfants Ndeba et Bombo ainsi que tous les petits fils Adoua Djoho, prient tous ceux qui l'ont connu et aimé véritablement d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Papa nous gardons tous un souvenir inoubliable de la bonté de ton cœur et de l'amour constant que tu avais toujours pour ta grande famille et tes semblables.

Que ton âme repose en paix auprès de nos ancêtres. Nous n'oublierons jamais tes sages conseils qui continueront à guider nos pas dans la vie...



14 avril 2012 - 14 avril 2016, cela fait 4 ans déjà que tu nous a quitté, ce temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni les souvenirs d'un être cher, André Nsanga.

En ce jour de triste anniversaire, Nely Carole Biantomba, la veuve Kiyela Elisabeth, les enfants Nsanga et famille prient tous ceux qui l'on connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

À cette occasion, une messe d'action de grâce sera dite ce jeudi 14 avril 2016 à l'église Sainte Rita de Moukondo.

Papa que ton âme repose en paix, nous ne t'oublierons jamais.



CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE TENNIS DE TABLE

Les Diabes rouges 5^e au classement

Les pongistes congolais ont décroché trois médailles de bronze dans cette compétition continentale dédiée aux catégories cadette et junior. Une performance qui les classe en cinquième position sur douze pays participants.

mondial (1 set à 4). Le pongiste congolais s'est donc contenté de la médaille de bronze. Par équipe des -21 ans, Christ Bienatiki, Michel Lignandzi, Christian Deyanga et Harmonie Ndzeyi ont décroché la même médaille. Par équipe juniors,

Régis Kiassi lui a valu d'être sélectionné dans l'équipe africaine des cadets de tennis de table.

Classement général

L'Égypte s'est taillé la part du lion en remportant au total 26 médailles, dont 15 en or, 6 en argent et 5 en bronze. 2^e le Nigeria : 10 médailles, soit 4 médailles d'argent et 6 de bronze. 3^e la Tunisie : 9 médailles, 3 d'argent et 6 de bronze, 4^e l'Algérie 9 médailles : 2 en argent et 7 de bronze. 5^e le Congo, avec 3 médailles de bronze, 6^e l'Angola avec 1 médaille de bronze, 7^e la Mauritanie : 1 médaille de bronze. Cependant, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Maroc, l'Afrique du sud et le Togo ont terminé derniers avec 0 médaille. L'Égypte, le Nigeria et la Tunisie, représenteront le continent au mondial prochain en Afrique du sud. La délégation congolaise, elle, regagnera Brazzaville au cours de cette semaine.

Rominique Nerplat Makaya



Les pongistes Congolais/Crédit photo : Donald De Goma

En individuel juniors hommes, Michel Lignandzi n'a pas pu se faire une place en finale parce que battu par un égyptien qui du reste est 9^e au classement

par ailleurs, Michel Lignandzi, Christian Deyanga, Harmonie Ndzeyi et Régis Kiassi ont obtenu la médaille de bronze. La performance du pongiste congolais

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ELITE DIRECT LIGUE 1

Cara tourne au ralenti

Battus par La Jeunesse sportive de Talangaï lors de la 17^e journée, les Aiglons n'ont pas pu se relancer lorsqu'ils recevaient La Mancha dans le cadre de la 18^e journée. Le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) a été contraint à un nul de 0-0 face à cette équipe, le 12 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat.

Depuis sa victoire 3-1 face à l'Interclub, le Cara n'a plus connu de victoire. Il n'a glané que deux petits pas suffisant pour creuser l'écart qui le sépare avec les poursuivants.

sions c'est La Mancha qui aura plus de regrets à nourrir. Cette équipe affiche ses ambitions de faire mal dès la 12^e minute. La frappe de Cherubin Tchibinda s'écrase sur la barre transversale. Arouna Dramé a suivi mais il n'a pas pu trouver la lucarne. C'était la véritable grosse occasion de la première minute. Il fallait attendre la 58^e minute pour voir enfin le Cara se montrer dangereux. Mais la bonne lecture de jeu de Gildas Mouya-

alors que les buts étaient quasi vides (69^e). Les deux équipes se donnaient alors coup pour coup. Et Gildas Mouyabi s'est montré décisif sur la frappe de Christ Kangou à la 73^e minute. L'énorme raté de José Kouyou a sauvé le Cara d'une nouvelle contre-performance La Mancha (7^e avec 25 points désormais)

L'autre rencontre de la journée s'est soldée par la victoire de Tongo Football club (TFC) devant Saint Michel de Ouen-



Cara et la Mancha se sont neutralisés (Photo Adiac)

Avec 33 points, les Aiglons restent sous la menace de l'Etoile du Congo qui peut le devancer en cas de victoire face à Patronage Sainte-Anne le vendredi. Avec ce point du match nul, Cara s'en sort un peu bien puis en terme d'occa-

bi empêche Ebengo Liema d'ouvrir le score. La Mancha réagit dans les minutes qui suivaient. Armel Mvouna a fait la différence devant Mambu, le gardien de Cara. Un peu excentré, il trouve Komland Agbondo. Le joueur de La Mancha n'exploite pas l'offrande

zé (SMO) 2-0. Achille Mankélé et Derliche Ngasioni ont fait le bonheur du TFC respectivement à la 26^e et 88^e minute. Avec cette victoire TFC améliore son compteur à 17 points et se pointe à la 15^e place avec un point de retard sur SMO

James Golden Eloué

L'AFRO-BASKET 2017 À BRAZZAVILLE

Léon Alfred Opimbat fixe l'opinion sur l'organisation

Après s'être vu attribuer l'organisation de l'Afro-Basket en 2017 par la FIBA-Afrique, le Congo s'apprête à relever le défi de l'organisation.



Léon Alfred Opimbat éclairant l'opinion sur l'organisation (photo Adiac)

Dans un point de presse qu'il a animé ce 13 avril au salon VIP du stade Alphonse-Massamba-Débat, le ministre des Sports a annoncé les couleurs. Léon Alfred Opimbat a assuré pour la réussite de cette compétition, qu'une lettre d'accord correspondant à un contrat d'engagement liant la Fédération congolaise de Basketball à la FIBA-Afrique a été soumise à l'acceptation par le gouvernement de la République.

« Il s'agit d'un cahier de charges mettant en exergue les dispositions administratives, commerciales et financières à couvrir pour l'organisation de l'événement. Le principe de la continuité de l'Etat nous autorise à indiquer que ce dossier fera l'objet d'un examen attentionné du gouvernement de la Nouvelle République », a-t-il commenté. Le ministre des Sports et de l'éducation physique a révélé à la presse que le Congo a adressé une invitation à la FIBA-Afrique pour des séances du travail à Brazzaville dans le but du rapprochement des vues sur ce cahier de charges et de la signature de la lettre d'accord. Léon Alfred Opimbat a aussi rendu hommage à la FIBA-Afrique, laquelle avait décidé, après examen de plusieurs candidatures à attribuer lors de sa réunion tenue les 24 et 25 mars au Caire, en Égypte, l'organisation de l'Afro-Basket au Congo. « C'est une responsabilité », a reconnu le ministre. D'après lui, le peuple congolais et le gouvernement de la République sont tenus de donner une réponse, à la hauteur du rendez-vous de la jeunesse sportive du continent. Le ministre des Sports mettant la Fécofet devant ses responsabilités, a demandé à ses animateurs de reléguer au second plan les malentendus inhérents à toute organisation. Le comité de suivi, une structure ad hoc, a-t-il confirmé, supervisera tout ce qui a trait à la gestion administrative, financière et matérielle de la Fécofet jusqu'au renouvellement des instances dirigeantes prévu après les Jeux olympiques de Rio. « C'est pourquoi, dans le cadre de la préparation de l'Afro-Basket, et en attendant la solution définitive, les deux membres du bureau exécutif notamment le président et le deuxième vice-président, recevront du comité de suivi toutes les directives ».

J.G.E.

LUBUMBASHI

Augmentation du prix de farine de maïs

Le prix de farine de maïs a flambé à Lubumbashi dans la province du haut Katanga. Le sac de 25Kg qui revenait à neuf mille francs congolais se vend aujourd'hui à trente mille francs congolais.

La hausse vertigineuse du prix du maïs a jeté l'émoi dans la population qui ne sait plus à quel saint se vouer, d'autant plus que la farine de maïs est la denrée la plus consommée par les familles. Pour juguler de manière expresse cette crise, le chef de l'État a dépêché à Lubumbashi, depuis le lundi, une forte délégation ministérielle composée de Bahati Lukwebo de l'Économie et chef de la délégation, Félix Kabange Numbi de la Santé publique, Émile Mota de l'Agriculture et Martin Kabwelulu des Mines. Ces ministres ont une seule mission : « comprendre les contours de cette crise et mettre en place des stratégies à court, moyen et long terme pour faire face à la montée vertigineuse de la farine de maïs ».

Cette délégation ministérielle a rencontré sur place à Lubumbashi les opérateurs économiques, membres de la FEC pour passer en revue cette situation et trouver des solutions idoines. C'est ainsi qu'il a été tenu au gouvernorat du Haut Katanga une réunion tripartite gouvernement-opérateurs économiques-autorités provinciales. Cette réunion a été présidée par le ministre de l'Économie.

Au terme de la réunion, le ministre de l'Économie qui a fait la note que le gouvernement congolais, explique-t-il, constate

que le gouvernement zambien a coupé ses livraisons à cause de la contrebande active à la frontière entre les deux pays. Les produits quittent la Zambie par fraude.

La RDC, renchérit-il, décide d'envoyer une



La délégation ministérielle en réunion stratégique

commission sur place en Zambie pour négocier. Au cas où la Zambie refuserait ces négociations, la RDC prévoit de se tourner vers d'autres horizons pour remédier à cette crise. Cette dernière option ressort clairement de la réunion tenue le mardi dans la soirée au grand Karavia hôtel. De son côté, la banque centrale accepte d'apporter une caution souveraine pour couvrir les banques qui vont pleinement financer les opérateurs économiques pour un achat massif et sans précédent de quantités importantes de farine. À en croire le président de la FEC Éric Monga, les banques ont pleinement adhéré à cette idée. Et d'ici cinq jours, rassure-t-il, le prix de la farine va retourner à la normale comme c'était le cas, il y a quelques semaines, à moins d'une manœuvre en coulisses de certains esprits mesquins.

Aline Nzuzi

PARITÉ

Les femmes ministres et parlementaires échangent les ODD

Au cours d'un atelier appuyé par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), les femmes ministres et parlementaires de l'Afrique, notamment celles de la Mauritanie, du Bénin et du Cameroun auxquelles se sont jointes celles de la RDC ont échangé à l'hôtel Kempisky sur les objectifs de développement durable (ODD). L'objectif de cette rencontre vise notamment le partage des expériences sur les rôles de femmes à promouvoir la parité d'ici 2030 avec une attention particulière accordée aux jeunes.

Pour la ministre de la Femme, Famille et Enfant, Lucie Kipele Aky Azua, qui a ouvert ces assises en présence de la représentante de l'UNFPA, Diene Keita, cette rencontre entre dans la droite ligne du combat des femmes pour la formation d'un leadership féminin congolais agissant. Tout en saluant le mérite de l'UNFPA d'avoir contribué à la mise sur pied en RDC du Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires, Lucie Kipele a souligné que le progrès communautaire intégral qui est aspiré d'ici 2030 est subordonné à la parité absolue qui doit consacrer maintenant l'égalité des

sexes dans tous les domaines de la vie nationale en RDC. Mais pour cela, plusieurs défis sont encore à relever.

Au-delà de l'échange et d'expertise à partager, Diene Keita fait savoir aux femmes ministres et parlementaires venues d'autres pays que cette rencontre leur offre l'opportunité d'apprendre en RDC. « Je crois que c'est le mouvement qu'ont commencé les femmes leaders de la RDC à vouloir prendre en charge le développement du pays et la croissance économique ainsi que l'amélioration de la santé de la population, qui nous encourage à les accompagner », a-t-elle indiqué. L'idée ici, ajoute-t-elle, est de leur permettre de s'approprier les ODD et de faire en sorte que le programme national de développement de leurs pays respectifs soient définis par des actions concrètes. « Pour y arriver, il faut au préalable qu'elles décident ce qu'elles veulent pour la population ». La mise en œuvre des ODD implique une forte mobilisation des ressources. Pour ce faire, les femmes ministres et parlementaires ont un rôle à jouer. Elles sont donc invitées à s'approprier ces ODD pour que la parité ne soit plus un simple slogan mais une réalité.

A.Nz.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Adoption d'un projet de loi modifiant le Code du travail

Le nouveau Code en gestation est applicable à tous les travailleurs et à tous les employeurs, y compris ceux des entreprises publiques exerçant leurs activités professionnelles sur toute l'étendue de la RDC.

Les députés nationaux ont, le 11 avril, voté le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 015-2002 portant Code du travail. Ce texte de loi avait déjà fait l'objet d'un toilettage au niveau de la commission paritaire mixte Assemblée nationale-Sénat, laquelle commission a permis d'évacuer toutes les divergences. Le nouveau texte amendé apporte quelques modifications essentiellement sur quinze articles réglementant l'exercice du travail en RDC.

Les innovations apportées concernent notamment la fixation de la capacité de contracter à dix-huit ans, la consécration de la rupture du travail de commun accord, la fixation de la durée légale de travail à huit heures par jour. Avec ce nouveau Code de travail, la femme a désormais la possibilité de postuler pour un travail de nuit tandis que les enfants et les personnes avec

handicap ne peuvent pas travailler la nuit dans les établissements industriels publics ou privés. Par contre, la femme enceinte a la latitude de suspendre son contrat de travail sans que cela ne soit considéré comme une cause de résiliation. En outre, le Code exclut le statut sérologique au VIH du travailleur comme motif de licenciement.

À noter que le présent code est applicable à tous les travailleurs et à tous les employeurs, y compris ceux des entreprises publiques exerçant leurs activités professionnelles sur l'étendue de la RDC, quels que soient la race, le sexe, l'état civil, la religion, l'opinion politique, la nationalité des parties, etc. Les magistrats, les juges consulaires des tribunaux de commerce et les juges assesseurs des tribunaux de travail, les agents et fonctionnaires de carrière des services publics de l'État régis par des statuts particuliers ainsi que les éléments des Forces armées de la RDC, de la Police nationale congolaise et du service national sont, quant à eux, exclus du champ d'application du nouveau Code de travail.

Alain Diasso

ENJEUX DE L'HEURE

Edem Kodjo invité à exiger la réouverture des médias d'opposition

L'ONG Freedom for journalist (FFJ) considère ce geste attendu du facilitateur nommé par l'Union africaine comme préalable au dialogue politique à organiser en RDC.

membre du groupe de sept partis, nommé G7, qui ont quitté la majorité en septembre 2015 pour rejoindre l'opposition », a précisé FFJ.

Dans son répertoire, cette ONG a souligné qu'actuellement, quatre médias

appartenant aux membres de l'opposition sont fermés à Lubumbashi. « En janvier 2016, Mampendo et Nyota, deux médias, propriétés de Moïse Katumbi, actuellement opposant farouche au président Kabila ont été fermés. Jua Lubumbashi Télévision a été aussi fermé à cause de son appartenance à Jean-Claude Muyambo, un autre membre de l'opposition, incarcéré à la prison centrale de Kinshasa. Dans la capitale, trois médias appartenant aux opposants sont aussi fermés : Canal Kin Télévision (CKTV), de Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de Libération du Congo, Canal Futur Télévision (CFTV) de Vital Kamerhe, président de l'Union pour la Nation congolaise et Radio Lisanga Télévision (RLTV), de Roger Lumbala, en exil », a souligné FFJ, qui note que des médias de l'opposition qui émettent encore sont sous la menace de fermeture, notamment Canal Congo Télévision (CCTV), l'un des médias de Jean-Pierre Bemba, en détention préventive, actuellement reconnu coupable à la CPI.

Lucien Dianzenza



Edem Kodjo

Cette organisation a noté qu'actuellement, les principaux médias proches de l'opposition ont été réduits au silence depuis les élections générales de 2011 et le dernier média, La Voix du Katanga, une télévision émettant à Lubumbashi et proche d'un ancien membre de la majorité, passé dans l'opposition, à être fermé le 11 mars. « La voix du Katanga appartient à Gabriel Kyungu, président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo,

NORD-KIVU

Le coordonnateur humanitaire inquiet pour des milliers de personnes fuyant les violences à Mpati

Le Dr Mamadou Diallo a admis que la communauté humanitaire est prête à aider les autorités congolaises à identifier les solutions possibles, qui doivent être ancrées dans la Convention de Kampala.

Le coordonnateur humanitaire en RDC a exprimé sa grande préoccupation quant au sort réservé à plus de 35 000 personnes forcées de fuir la zone de Mpati dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, à la suite d'affrontements armés entre l'armée congolaise et les groupes armés.

Dans un communiqué du 13 avril, le Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) a noté que depuis le 27 mars, cinq sites des personnes déplacées internes ont été vidés, forçant des milliers de personnes à trouver refuge dans les villages environnants. « *Bien que certaines personnes aient commencé à regagner les sites, la situation reste volatile et très préoccupante* », a souligné cette agence onusienne.

Le coordonnateur humanitaire, Dr Mamadou Diallo, a fait constater que les derniers jours ont été difficiles pour les personnes déplacées forcées de quitter les sites, empêchées par les forces en présence de retourner dans ces sites et incapables d'obtenir l'as-



Un camp de déplacés dans l'Est de la RDC/archives

sistance humanitaire dont ils ont besoin. « *Je suis profondément préoccupé par la situation* », a-t-il regretté.

Ocha, dirige une mission dans la région de Mpati, note que l'accès à la zone a été difficile, notamment en raison des combats. Cependant, a souligné cette agence, depuis le 4 Avril, un certain nombre d'organisations humanitaires ont pu atteindre la zone pour évaluer les besoins. Le chef de Bureau Ocha en RDC, Rein Paulsen, a, quant à lui, réitéré l'importance d'un accès sans entrave aux per-

sonnes dans le besoin. « *L'accès est primordial pour notre travail, il est vital pour les partenaires humanitaires afin d'atteindre les personnes dans le besoin* », a-t-il déclaré.

Les menaces de fermeture forcée des sites demeurent préoccupantes

À en croire Ocha, qui a noté les inquiétudes des acteurs humanitaires pour les menaces de fermeture forcée des sites de déplacement, au cours des récentes opérations militaires

dans la région de Mpati, la violence au Nord-Kivu, affectant à la fois les civils et les organisations humanitaires, est en hausse depuis fin 2014 entraînant de nouveaux déplacements. Ces derniers, a noté l'agence onusienne, surviennent dans un contexte de diminution du financement humanitaire alors que les besoins restent importants. « *Même si la communauté humanitaire et les autorités du Nord-Kivu se sont entendues sur une stratégie visant à diminuer le nombre de*

sites de déplacement au Nord-Kivu, les menaces de fermeture forcée des sites demeurent préoccupantes. Le sujet fait l'objet d'un engagement de haut niveau, y compris par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lors d'une récente mission en RDC », a souligné Ocha. Le bureau onusien a fait savoir que le Dr Mamadou Diallo entend s'assurer que la fermeture des sites respecte les standards internationaux sur les personnes déplacées. Lors d'un forum de haut niveau tenu le 5 avril à Kinshasa, a précisé Ocha, il a rappelé que même si la RDC a le droit de fermer les sites, la communauté humanitaire doit veiller à ce que « *ces fermetures soient en conformité avec les obligations internationales de la RDC* ». Le coordonnateur humanitaire a admis que la communauté humanitaire est prête à aider les autorités congolaises à identifier les solutions possibles. Mais, pour lui, « *ces solutions doivent être ancrées dans sur la Convention de Kampala* ». La province du Nord-Kivu, rappelle-t-on, compte environ 781 mille personnes déplacées internes, dont environ 30% sont répartis dans les 53 sites de déplacement. La zone de Mpati regroupe sept sites de déplacement qui accueillent plus de 45 mille personnes déplacées.

Lucien Dianzenza

CONSTAT D'AVOCATS SANS FRONTIÈRE

Le système carcéral en RDC est à reformer

L'ONG qui, dans un récent rapport, dresse un tableau accablant des prisons stigmatise notamment la précarité des conditions de détention étroitement liée à la surpopulation carcérale.

Les prisons, ainsi que l'a constaté l'ONG Avocats sans frontières qui vient de mener des investigations dans ces différents lieux de détention à travers le pays, ne répondent pas aux normes. Dans le rapport sanctionnant cette enquête, il en résulte que les geôles du pays souffrent de plusieurs maux, à commencer par les conditions précaires de détention. Une situation qui est étroitement liée, d'après l'ONG, à la surpopulation carcérale. En effet, indique-t-on, dans plusieurs prisons du pays, les détenus livrés à eux-mêmes s'entassent à raison d'un demi-mètre carré par prisonnier, sans accès à des blocs sanitaires durant la nuit. Le risque de contracter des maladies dans ces conditions sont manifestes, eu égard notamment à la promiscuité et à l'absence d'hygiène qui caractérisent ces endroits avec ses équipements vétustes en sous effectifs.

L'enquête d'Avocats sans frontières a révélé, pour le cas de l'ex-prison centrale de Makala, un taux d'occupation carcérale avoisinant les 500%, ce qui est extrêmement élevé. En outre, sur le même site pénitentiaire, 74% des prisonniers sont toujours en attente d'un jugement. D'après la source, la cause principale de cette surpopulation est à rechercher dans

le recours excessif à la détention préventive. Moralité : la plupart des détenus en prison sont des présumés innocents étant entendu qu'ils n'ont jamais été présentés devant leur juge naturel en vue d'un procès équitable. Il y a donc là, de l'avis d'une certaine opinion intéressée, une sérieuse atteinte au droit à la liberté personnelle qui est un droit fondamental reconnu par divers standards internationaux.

Au-delà de ces questions, l'ONG a également stigmatisé l'irresponsabilité de l'autorité carcérale qui a démissionné par rapport à ses prérogatives. D'après l'ONG, les responsables des prisons ont délégué une partie de leurs charges à certains détenus mués en auxiliaires de fait dans l'accomplissement de certaines tâches telles que la distribution de nourriture ou la prévention des évasions. Ce sont des « *capitas généraux* ». Ils sont nommés par les directeurs des prisons et ont la latitude de choisir leurs collaborateurs parmi les détenus afin de mener à bien leur mission de régulation des activités carcérales sans quasi-interférence avec le directeur et l'équipe de gardiennage officielle.

L'ONG a finalement conclu à la déliquescence de l'appareil judiciaire du pays au regard des détenus en surnombre dans les prisons mués en vaches à lait pour les auxiliaires de la justice et autour desquels s'entrechoquent des intérêts divergents et multiples.

Alain Diasso

DIALOGUE INCLUSIF

La Dynamique de l'opposition dit niet

À huit mois des élections, cette plate-forme politique ne perd pourtant pas espoir de voir les élections présidentielle et législatives se tenir dans le délai constitutionnel s'il y a la volonté politique.

Le facilitateur de l'Union africaine, Edem Kodjo, n'est pas encore au bout de ses peines. Il devra se passer de l'opposition ultra radicale réfractaire au dialogue pour ne composer qu'avec les modérés, bref ceux qui ont adhéré à l'idée du dialogue. Ses espoirs de voir la Dynamique de l'opposition (plate-forme regroupant de nombreux partis parmi lesquels l'UNC de Vital Kamerhe et le MLC de Jean-Pierre Bemba) adhérer au projet du dialogue viennent de s'envoler. Ce regroupement politique vient, par le biais d'un communiqué publié le 12 avril, de réitérer sa non-participation au dialogue convoqué par le chef de l'État « *avec ses termes de référence aux contours flous ainsi que son comité préparatoire* », peut-on lire.

Martin Fayulu et ses pairs estiment que la mission conduite par l'ex-Premier ministre togolais n'offre pas suffisamment de garanties sur le respect de la Constitution. Pour ces opposants anti-Dialogue, ce forum n'est qu'une astuce vi-

sant à consacrer le fameux glissement du mandat présidentiel alors qu'il y ancre une chance d'organiser les élections dans le délai constitutionnel si la volonté politique y est. Dans le cas d'espèce, notent-ils, tout est fait dans le sens de retarder les échéances électorales comme en témoigne le faible décaissement des montants prévus dans les budgets depuis 2012 pour l'organisation des élections. Cela traduit la mauvaise foi du pouvoir, note la Dynamique de l'opposition qui n'arrête de faire une fixation sur le 19 décembre 2016 consacrant la fin constitutionnelle du mandat de l'actuel chef de l'État.

Ce regroupement politique dit ne pas être concerné par la nomination d'Edem Kodjo dont il récuse l'acte de nomination et des consultations qu'il conduit. Faisant bloc, les leaders politiques de la Dynamique de l'opposition proposent, en lieu et place du dialogue qui risque de s'avérer une perte de temps et d'énergies, un panel de discussion entre les parties prenantes congolaises et les partenaires au processus électoral en RDC en vue d'examiner les modalités d'organisation des élections (présidentielle et législatives) conformément à la Constitution et à la Résolution 2277 en vue d'une alternance apaisée au pouvoir.

A.D.

FOOT-WEEK-END DES RD-CONGOLAIS DE L'ÉTRANGER

Kabambu et Kebano buteurs

Des RD-Congolais ont pris part à une énième journée des championnats européens et ailleurs, alors que la saison 2015-2016 avance de plus en plus vers son terme.

Il est incontestablement le Congolais le plus en vue en ce moment. Cédric Bakambu a une fois de plus été décisif avec Villarreal, vainqueur de Getafe à la 32e journée de la Liga espagnole. Entré dans le cours du jeu à la 74e minute à la place d'Adrian, l'attaquant des Léopards de la RDC a inscrit le deuxième but de Villarreal (2-0) à la 84e minute, scellant la victoire des Sous-marins jaunes. Il porte son compteur-but à douze unités au championnat et à un total de 21 buts toutes compétitions confondues pour sa première saison en Espagne. Il pourra encore améliorer ses statistiques ce jeudi lors du match retour des huitièmes de finale de l'Europa League contre Sparta Prague. Au match aller à Villarreal, il a été auteur du doublé gagnant (2-1).

En Angleterre pour le compte de la 33e journée, Bolasia a été titulaire lors de la victoire de Crystal Palace (1-0) sur Norwich City où l'on a retrouvé Dieumerci Mbokani comme titulaire et Youssouf Mulumbu sur le banc. Chancel Mbemba aligné dans l'axe de la défense, comme à l'accoutumée, n'a pas empêché une nouvelle défaite de Newcastle, battu cette fois à Southampton (1-3). Le jeune attaquant néo international congolais Benik Afobe Tunani ne figurait pas sur la feuille du match lors du succès de Bournemouth sur le terrain d'Aston Villa (2-1). En France, 33e journée de Ligue

1, le jeune franco-congolais Aldo Kalulu n'était pas sur la feuille de match pour la victoire de Lyon (2-0) en déplacement au stade de la Mousson sur Montpellier. Avec le jeune prodige franco-congolais Christopher Nkunku au milieu de terrain, le défenseur central franco-congolais Presnel Kimpembe et l'attaquant Hervin Ongenda dans le onze de départ du coach Laurent Blanc, Paris-Saint-Germain, s'est imposé au stade Rou-dourou, face à Guingamp par deux buts à zéro. Entré en jeu à la 69e minute à la place de Pujol, l'international John Tshibumbu et le Gazelec Ajaccio ont imposé un nul de zéro but partout à SCO d'Angers. Le latéral gauche international congolais Chris Mavinga a bien tenu sa place, malgré la défaite de Troyes face à Saint-Étienne (1-0), une défaite de plus pour l'Estac, lanterne rouge et déjà en Ligue 2 la saison prochaine.

Le milieu international Jordan Nkololo a fait son entrée à la place de Feret à la 71e minute alors que son club Caen était mené sur sa pelouse par Lorient. Le score n'a plus bougé. Et le franco-congolais Makengo est resté sur le banc des remplaçants du côté cannaï, alors que l'international Rémi Mulumba n'était même pas sur la feuille de match des Lorientais. Bénéficiant de la confiance du nouveau coach Pascal Dupraz, le défenseur central Marcel Tisserand (qui a récemment choisi de jouer pour la République démocratique du Congo) a tenu sa place dans la charnière centrale de Toulouse large vainqueur de Bastia par quatre buts à zéro.

En Italie, l'attaquant international



Bakambu et Kebano buteurs RD-congolais du week-end à l'étranger

congolais Paul-José Mpoku est resté sur le banc des remplaçants lors de la victoire de Chievo Verone sur Carpi (1-0) en 32e journée du Calcio, le championnat transalpin de première division).

Kebano buteur...

À la Jupiler Pro Ligue en Belgique, le milieu offensif international Neeskens Kebano a participé à la large victoire de Genk face à Ostende. Sorti du banc pour prendre la place de Malinovskyi à la 71e minute, il a inscrit, à la 85e minute, le quatrième but de Genk qui l'a emporté par quatre buts à zéro. Dieumerci Ndongala a été titulaire lors du match à égalité d'un but partout entre Charleroi et Saint-Trond, remplacé ensuite à la 75e minute par Pollet. Le gardien de but international Parfait Mandanda est resté sur le banc des remplaçants, le coach carolo

ayant préféré le portier français Penneteau. Remplaçant, Hervé Kage est rapidement entré sur l'aire de jeu à la suite de la blessure de Mets du côté de Courtrai qui se déplaçait sur la pelouse du Standard de Liège. Du côté des Rouches, le jeune belge de souche RD-congolaise Jonathan Okita n'a pas quitté le banc des remplaçants. Score de la partie : un but partout.

Au Pays-Bas, Abel Tamata est resté sur le banc des réservistes lors de la victoire de Groningem sur Graaafschap (3-1). Le défenseur belgo-congolais Nathan Kabasele est entré en jeu du côté de Graaafschap à la 75e minute à la place Peters. Titulaire, le belgo-congolais Antony Limbombe n'a pu rien faire lors de la défaite de NEC devant Utrecht. Un autre belgo-congolais, Maecy Ngombo est resté sur le banc lors de la dé-

faite de Roda (1-3) sur la pelouse de Pec Zwolle.

En Turquie, Larrys Mabiala a été titularisé dans la défense de Kayserispor contre Caykur Rizespor (0-0) le 4 avril. Jérémy Bokila a été titulaire lors du nul de zéro but partout obetnu par Eskisehirspor sur le terrain de BB Ankaraspor. Cédric Makiadi est resté sur le banc lors du match d'un but partout entre Galatasaray et Caykur Rizespor le 10 avril. Notons aussi le match nul (0-0) de Kayserispor face à Antalyaspor de l'entraîneur-joueur Samuel Eto'o Fils le 10 avril. À la MLS aux États-Unis d'Amérique, Cédric Mabwati a été dans le onze de départ de Columbus Crew, puis remplacé à la 72e minute par Justin Meram. Son équipe a perdu sur le terrain de Montreal Impact par zéro but à deux.

Martin Engimo

KINSHASA

Les femmes artistes pour l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur culturel

Une trentaine de femmes artistes, de toutes disciplines confondues, ont manifesté leur intérêt pour le sujet à la journée de réflexion tenue le 29 mars à l'espace culturel Maisha Park, en guise de clôture du mois de la femme, à l'initiative de l'association culturelle Enda-Mbele présidée par la comédienne Dada Kahindo.

Plus que jamais résolues à œuvrer personnellement pour le développement de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur culturel, objet de leur préoccupation commune, les artistes kinoises ont créé une nouvelle synergie pour ce faire. Réunies dans le but de crever l'abcès quitte à aborder la question sans détours, elles ont au-delà du diagnostic posé sur la condition actuelle tenu à relever leur propre défi. Savoir ici que la résolution d'ensemble de ces dames ar-

tistes épouse et réaffirme toute la détermination que renferme le projet « Basi bakoki kotonga mboka ». Du reste, c'est dans le cadre de ce dernier que l'association Enda-Mbele a circonscrit son initiative qui vise à faire prévaloir l'impact du leadership féminin dans le secteur culturel qui est à construire.

Engagées à faire fi des différents préjugés culturels rattachés à leur condition de femme, elles ont toutes convenues de redoubler d'énergie au travail ainsi que l'exige le contexte socio-culturel du pays. Compétence, performance, vision optimiste, synergie et détermination font partie des aspects sur lesquels elles ont jugé bon de travailler pour arriver à leur fin. Par ailleurs, l'information et la formation ont été épinglées comme des atouts non négligeables sur lesquels chacune devrait s'appuyer.

Présente à ces assises, la chargée de communication de la Fondation Gertler, Mamie Kabongolo, a exhorté les comédiennes et actrices, chanteuses, danseuses et spécialistes des arts visuels à garder confiance en elles et toujours œuvrer avec sérieux. Et de les garantir du soutien de la fondation à certaines conditions. Élise Kabeya et Christine Ilotshi, respectivement formatrice et directeur adjoint des opérations bancaires de Finca, ont quant à elles souligné l'intérêt à œuvrer dans un cadre formel s'offrant ainsi des chances de financement de projets. Par ailleurs, il a été suggéré la pratique de l'épargne en vue de s'assurer un préfinancement afin de s'assurer une marge de manœuvre de travail de sorte à pouvoir, dans certains cas, jouir d'une autonomie qui puisse les assurer de demeurer actives.

Au terme de la rencontre, Mamie

Kabongolo a reconnu avoir eu à travailler avec beaucoup d'artistes féminins, actrices, chanteuses, peintres, danseuses, etc. Et de souligner : « *J'en ai reconnu d'ailleurs plusieurs ici. Et donc, c'était une joie de voir une journée pareille où est prise l'initiative de créer un dynamisme qui pourra aider à faire avancer la pratique de l'art dans le milieu féminin* ».

Et de réaffirmer avec enthousiasme : « *La Fondation Gertler intervient aussi dans le milieu culturel en invitant les femmes de plus en plus à aller de l'avant. Moi, en tant que femme je milite pour cela, j'aime à aider les artistes féminins à avancer dans leurs projets. J'ai parlé de la photographe belge Patricia Willoq que je considère comme une Congolaise parce son cœur bat pour le Congo. Nous sentons le devoir d'apporter notre accom-*

pagnement à des gens dont le travail est appréciable. Et si nous voyons vraiment une dynamique de femmes se mettre ensemble pour un projet d'ampleur nationale, par exemple ce sera pour nous un grand plaisir de les accompagner ».

La rappeuse et slameuse Orakle Ngoy, une des chanteuses les plus en vue de la scène hip-hop de Kinshasa, s'est réjouie d'avoir pris part à la rencontre. Et d'affirmer à ce sujet : « *C'est une initiative que nous considérons positivement surtout que nous sommes des femmes du domaine de l'art. Nous avons une pleine connaissance du milieu et sommes conscientes des obstacles auxquels nous sommes butées. Et donc, cette journée de réflexion a son importance et vraiment une raison d'être* ».

Nioni Masela

ALIMENTATION ET SANTÉ

Le pain complet et le pain au son sont-ils préférables au pain blanc ?

Le pain, on le sait, est un produit de la cuisson de la pâte obtenue par le mélange de la farine de blé, d'eau potable, de sel de cuisine et d'une levure de boulangerie ou levain, un agent de fermentation.

Quelles sont les particularités de chacun de ces pains ? Le pain complet est préparé avec une farine représentative de la totalité du grain de blé ;

Le pain au son est un pain élaboré à partir d'une farine élaborée avec des grains contenant beaucoup de son. Il y a aussi une multitude d'autres pains comme le pain bis, le pain de campagne ou encore le pain blanc.

Quelle est la composition chimique des différents pains ? La composition chimique du pain complet sur 100 g de produit est la suivante : eau 37,5 g ; protéines 8,7 g ; lipides 2,0 g ; glucides 49,0 g ; Ca 23 mg ; Fe 2,5 mg.

La différence entre le pain complet et le pain au son ne réside que dans la composition en protéines qui est de 18 à 25 g dans le pain au son. Quels sont les avantages présentés par le pain complet et le pain au son ?

Le pain complet et le pain au son présentent un grand intérêt du fait qu'ils ont une teneur plus élevée en fibres alimentaires végétales. Par exemple dans le pain complet, il y a 8,5 à 10 g de fibres alimentaires et seulement 3,5 g de fibres dans le pain blanc pour 100 g de produit. Le pain au son contient encore plus de fibres, 18 à 25 g pour 100 g de produit. Cela est possible car ce pain est fabriqué à partir d'une farine enrichie en son provenant des grains lors de sa préparation. Tout comme on peut ajouter directement un supplément de son. Le pain au son est tellement intéressant du point de vue nutritionnel qu'il est prescrit par les médecins aux personnes ayant certains troubles digestifs.

On note quand même que chez certains sujets, les déperditions en des minéraux utiles peuvent augmenter et leur muqueuse intestinale s'irriter en raison de leur forte teneur en fibres. Un bon apport en fibres est à même de baisser le risque de développement de certaines maladies digestives à l'instar du cancer du colon.

La valeur énergétique ou calorique est moins élevée dans le pain complet ou le pain au son que dans le pain blanc. C'est pour cette raison que l'on en fait souvent un aliment diététique fortement conseillé aux malades comme les diabétiques.

Le pain complet contient trois fois plus de vitamines B1 (thiamine), B2 (riboflavine), B3 (PP) et plus de vitamine E (tocophérol) que le pain blanc, même s'il faut reconnaître que l'absorption de ces éléments est moins bonne que le pain blanc.

Par Ange Kounkou, président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (Apiac)

INSALUBRITÉ

Les immondices dans certains marchés de la ville océane inquiètent

Quoiqu'ils offrent une diversité des denrées alimentaires à la population, la plupart des marchés de Pointe-Noire répondent très peu aux règles d'hygiène.

Aujourd'hui, les marchés sont devenus des cadres de travail les plus importants dans les villes. Malheureusement, le manque d'observation de règles d'hygiène dans ces lieux à forte fréquentation fait qu'ils soient des sources de propagation des maladies. Dans les marchés de Pointe-Noire, les règles d'hygiène même

les plus élémentaires ne sont pas respectées. Le constat fait dans certains marchés de la place révèle que plusieurs commerçants étalent leurs marchandises par terre à la merci de la poussière, du vent et des bactéries. Le non-respect des règles d'hygiène par ces commerçants expose les consommateurs à plusieurs maladies. Le marché Fond Tié-Tié, par exemple, qui est une importante source d'approvisionnement en denrées alimentaires n'échappe pas à cette réalité.

Dans ce marché, la vente des produits alimentaires s'effectue dans

un environnement mal propre. Il y a des produits qui sont vendus à même le sol non loin des débris. « Certaines vendeuses de légumes ont pour habitude d'étaler leurs marchandises à même le sol, cela s'avère dangereux pour la santé de la population », disent les Ponténégrins.

Notons que les conditions d'hygiène sont déplorables dans presque tous les marchés que compte Pointe-Noire. Il est indispensable d'assainir l'environnement de ces marchés afin d'être à l'abri des maladies.

Hugues Prosper Mabonzo

COUPE DE LA CAF

Self Dianor Ndomba Mabiala : « Nous avons tourné le dos à la défaite de l'aller pour se concentrer au match retour »

Après la défaite de V Club Mokanda, 1-2, face à Sagrada Esperença d'Angola, le 10 avril, au Complexe sportif de Pointe-Noire en huitièmes de finale aller, le capitaine de V Club Mokanda, Self Dianor Ndomba Mabiala, et ses coéquipiers restent concentrés pour le match retour prévu pour le 19 avril.

Après leur défaite face à Sagrada Esperença à Pointe-Noire, les Poulains du coach Alain Kayi restent concentrés et optimistes pour la victoire des V Clubiens le 19 avril en Angola. « Nous avons été battus en aller mais nous sommes concentrés depuis le soir du jour même pour réfléchir sur le match retour car, si nous continuons à regretter cette défaite, nous n'allons pas avancer. Nous avons encore toutes les chances de qualification devant nous. Il suffit de nous remettre en

cause et corriger les erreurs du match aller pour gagner en Angola », a indiqué Dianor Ndomba. Le capitaine de V Club estime que son club est capable de réitérer l'exploit du Nigeria et du Rwanda. « Nous avons arraché la qualification deux fois à l'étranger donc tout est encore possible. Nous avons les moyens pour réitérer l'exploit des deux précédents tours de la compétition, c'est notre objectif à présent », a ajouté Dianor Ndomba qui entend faire honneur au pays avec ses coéquipiers grâce au soutien de tous les Congolais. « Nous travaillons par rapport aux failles constatées au match aller pour tenter d'aller arracher la qualification en Angola. Nous gardons l'espoir », a martelé le capitaine de V Club.

Le Club congolais resté en lice de la Coupe de la Confédération afri-

caine de football, V Club Mokanda, s'est incliné 1-2 face à Sagrada Esperença d'Angola le week-end dernier à Pointe-Noire. L'équipe s'entraîne tous les matins au Complexe sportif de Pointe-Noire.

À cet effet, V Club devrait bénéficier du soutien de tous les ponténégrins, sportifs, civiles, militaires, politique et même des entreprises de la capitale économique. Cet apport, moral, financier, spirituel ou psychologique pourra galvaniser le moral du groupe avant son départ de l'Angola vendredi ou samedi.

Soulignons que V Club Mokanda a éliminé aux tours précédents Akwa United et FC Police tandis que Sagrada Esperença a écarté sur son chemin Ajax Cap Town et LD Maputo. Qui de V Club et Sagrada sera écarté de la compétition ? La réponse à l'issue du derby du 19 avril.

Charlem Léa Legnoki

KOUILOU

Fidèle Dimou visite les administrations sous tutelle

Le préfet du département du Kouilou, Fidèle Dimou, a procédé depuis la semaine dernière à une série de descentes à travers les différentes administrations sous tutelle évoluant dans son département. Cette séance de travail de quelques jours s'est poursuivie le 12 avril par la direction départementale des douanes du Kouilou dirigée par Samuel Makita

Après cette série de visites de travail qui l'a conduit successivement dans les différentes administrations des six sous-préfectures du Kouilou, notamment Mvouti, Nzambi, Madingo-Kayes, Kakamoeka, Hinda, Loango, Fidèle Dimou a aussi visité d'autres directions départementales administratives évoluant encore dans le département voisin, celui de Pointe-Noire comme celle de la douane, de l'économie forestière, de l'environnement et autres. Indiquant ainsi le rôle de cette

visite aux administrés de divers directions du Kouilou, le préfet Fidel Dimou a signifié que celle-ci s'explique dans le cadre de la nouvelle donne de la nouvelle République qui exige, selon l'orateur, des nouvelles méthodes et des nouvelles pratiques de travail. « Je voudrais bien réaliser et me rendre effectivement compte que les uns et les autres sont à leur lieu de travail. En effet, par rapport à d'autres structures administratives du Kouilou, je suis satisfait que la quasi-totalité du personnel des douanes est à son poste de travail, je sais aussi que de façon générale, les douaniers suivent difficilement les mouvements de grève et ne s'absentent rarement au travail », a signifié Fidèle Dimou.

Le préfet du Kouilou a pendant cette occasion exhorté l'ensemble des douaniers et d'autres agents de l'administration publique de ce département à plus



Le préfet posant avec le directeur départemental de la douane face aux travailleurs «Adiac»

d'ardeur, de sérieux et de rigueur au travail afin de relever plusieurs défis relatifs au développement du Kouilou en particulier et celui du Congo en général. « L'administration est apolitique, ainsi vous devez savoir que si l'on a choisi d'être agent de l'État, ce n'est pas pour chercher à s'enrichir par tous les moyens mais plutôt être

au service de l'intérêt général de la nation qui implique la responsabilité, l'assiduité, la neutralité et la ponctualité », a-t-il conclu.

Pour sa part manifestant sa satisfaction, le directeur départemental des douanes au Kouilou, Samuel Makita, a expliqué que cette visite est une première pour le préfet dans les services

des douanes de ce département. « Conformément à l'adresse du préfet sur la neutralité de l'administration publique en politique, cela est conforme avec les différentes formations reçues par les douaniers, un fonctionnaire ne devrait pas exposer ses appartenances ou parler de la politique à son lieu de travail. Par rapport à la chute mondiale des cours du prix du baril de pétrole, l'État attend plus de recettes de l'administration fiscale en vue de prendre le relais et générer plus de revenus et atteindre les objectifs fixés par la hiérarchie », a-t-il déclaré. L'orateur a aussi émis le vœu de voir les douaniers du Kouilou à continuer à travailler avec la même détermination tout en respectant l'éthique et la déontologie du métier conformément aux orientations de la direction générale.

Séverin Ibara

LIGUE DES CHAMPIONS

Un triplé de Ronaldo scelle l'exploit du Real de Zidane face à Wolfsburg

L'exploit est majuscule : un splendide triplé de Cristiano Ronaldo a expédié le Real Madrid de Zinédine Zidane en demi-finale de Ligue des champions avec une mémorable victoire 3-0 contre Wolfsburg, pourtant vainqueur 2-0 la semaine dernière en quart de finale aller.

Au bord du gouffre avant ce match, Zidane a décidément une bonne étoile, et sa star s'appelle Ronaldo. A 31 ans, le triple Ballon d'Or portugais a réussi une performance inoubliable en concrétisant à lui tout seul le rêve de «remontada» (remontée) que nourrissait le club madrilène. Un plat du pied à la 16^e minute, une tête décroisée sur corner la minute d'après (17^e) et, au plus fort du suspense, un amour de coup franc expédié au ras du poteau (77^e) ont eu raison des «Loups» de Wolfsburg, dominés par plus fort qu'eux.

Soit les 14^e, 15^e et 16^e buts de «CR7» dans cette Ligue des champions, à une petite longueur du record qu'il avait lui-même établi lors de l'édition 2013-2014 remportée par le Real (17 buts). Le Portugais, meilleur buteur de toute l'histoire de la C1, se rapproche aussi de la barre des 100 buts avec désormais 93 unités.

Voilà la saison du Real complètement relancée : si la contre-performance du match aller avait fait craindre le pire, Zidane a conduit ses joueurs à un triomphe mérité qui lui ouvre le champ des possibles pour la fin de saison. A l'instar du clasico remporté début avril face au FC Barcelone (2-1), qui a remis le Real dans la course en Liga. « Les joueurs ont tous été énormes, c'est ma plus grande soirée en



Cristiano Ronaldo a marqué un triplé et envoie à lui-seul le Real en demi-finale (Pierre-Philippe Marcou/AFP)

tant qu'entraîneur... enfin, pour le moment j'espère », a commenté Zidane en conférence de presse.

Avec un état d'esprit aussi conquérant, avec une telle solidarité, «ZZ» et ses hommes seront forcément une équipe difficile à battre en demi-finale. Et ils peuvent rêver tout haut de la finale à Milan fin mai, où la «Maison blanche» pourrait briguer la «Undecima», 11^e C1 de

l'histoire du club. Cela, les Madrilènes le doivent aussi à leurs 80.000 supporters, qui ont fait peser une atmosphère incroyable au stade Santiago-Bernabeu malgré un crachin persistant.

Zidane, lui, arpentait sa zone technique, plus concentré que tendu. Ses choix étaient les bons, à l'évidence, puisque son pressing haut asphyxiait les Loups, et puisque

l'ouverture du score est venue du latéral droit Dani Carvajal, préféré pour ce match au Brésilien Danilo, qui avait sombré à l'aller. Le défen-

seur espagnol, au bout d'une percée pleine axe, a adressé un centre détourné dans les pieds de Cristiano Ronaldo, lequel a ajusté le gardien pour faire rugir le Bernabeu (16^e).

Déchaîné, Ronaldo a récidivé la minute d'après avec une tête décroisée splendide sur corner (17^e). Deux buts en l'espace d'une minute, et un coup de massue pour Wolfsburg. Pour ne rien arranger,

le club allemand a perdu son ailier Julian Draxler, sorti sur blessure (31^e). Mais l'euphorie du Real aurait pu tourner court : il a fallu un excellent Keylor Navas pour sortir d'une claquette la frappe de mule de Luiz

« Les joueurs ont tous été énormes, c'est ma plus grande soirée en tant qu'entraîneur... enfin, pour le moment j'espère »

Gustavo (34^e). Peu après, Ramos s'est jeté in extremis pour contrer Bruno Henrique (38^e). Dans une seconde période devenue crispante, le même Ramos a cru devenir le héros du match. Mais sa tête puissante sur corner, après avoir touché le poteau, a flirté avec la ligne de but avant que le gardien Diego Benaglio ne s'en saisisse (66^e).

Au fil des minutes, les débats se sont équilibrés, comme si chaque équipe craignait de trop se découvrir. Et c'est à ce moment-là que Ronaldo s'est chargé du coup de grâce. Son coup franc direct, au meilleur moment, est la marque des géants.

Au coup de sifflet final, le Real a pu s'offrir un tour d'honneur mérité. Et après son clasico victorieux, l'entraîneur Zinédine Zidane en est déjà à deux coups de maître en autant de coups d'essai.

AFP

Manchester City sort le Paris SG et découvrira les demi-finales

Logiquement vainqueur mardi soir du Paris SG (1-0) en quart de finale retour, Manchester City découvrira enfin les demi-finales de la Ligue des champions. Du côté du PSG, plombé par les mauvais choix de Laurent Blanc et par les défaillances des joueurs, l'heure est à la remise en cause.

Comme en 2013, 2014 et en 2015, le PSG échoue en quarts de finale de la Ligue des champions. Mais contrairement aux éditions précédentes, lors desquelles le Paris-Saint-Germain avait hérité des orgres de Chelsea et du Barça, les

rêves de grandeur du champion de France se sont fracassés sur un inexpérimenté Manchester City.

En effet, le club anglais, devenu propriété d'un fonds d'investissement d'Abou Dhabi 2008,

disputait son premier quart de finale de Ligue des champions. Emmené par Manuel Pellegrini, technicien chilien qui avait déjà fait connaître le dernier carré à Villarreal en 2006, les Citizens sont pourtant à la peine dans leur

championnat (4^e avec 15 points de Leicester) et ont eu à déplorer de nombreuses absences (Kompany, Sterling, Touré,...). Mais contrairement au PSG, les Mancuniens peuvent compter sur un banc de qualité avec des remplaçants de haut niveau. Alors que Paris n'avait que Stambouli, Ongenda ou Kurzawa.

Mais si le PSG est éliminé, c'est principalement à son entraîneur qu'il le doit. A l'aller, le technicien français avait déjà mis son équipe dans la difficulté par ses choix hasardeux (titularisation de Serge Aurier, après deux mois de mise à l'écart, et de David Luiz au détriment du très bon Marquinhos, et de Cavani à la place de Lucas). Au diapason de leur entraîneur, plusieurs cadres avaient évolué en deça de leur niveau (Matuidi, Ibrahimovic, Di Maria,...). Sans être génial, Manchester City avait ainsi rapporté le match nul 2-2 du Parc des Princes, se plaçant donc en très bonne position pour le retour.

Alors que la partie s'annonçait difficile, en l'absence de Verratti, blessé, Luiz et Matuidi, suspendus, Laurent Blanc pondait un 3-5-2 inédit censé renforcer la défense et le milieu. Un véritable fiasco, retardé par le penalty manqué par Aguero à la 30^e. Certes Pa-

ris aurait également pu marquer, mais Joe Hart faisait le boulot de devant Ibrahimovic (16^e et 47^e).

Mais comme à l'aller, les Parisiens, qui ont perdu Motta avant la pause, n'ont pas su concrétiser leur temps forts. Pour finalement se faire crucifier par le Belge Kevin De Bruyne, d'un tir enroulé parfait (76^e). Le PSG, malgré quelques tentatives désordonnées, ne s'en remettra pas. Et se retrouvent aujourd'hui à l'heure de la remise en question.

Depuis l'arrivée de l'investisseur qatari, le PSG a beaucoup dépensé, mais pas toujours de façon pertinente. Comme lors des années précédentes, Paris manque de profondeur de banc et se délite dès que deux ou trois titulaires sont blessés. Le PSG a payé bien trop cher des joueurs comme David Luiz (50 millions), Lucas (45 millions), Di Maria (60 millions) ou Cavani (64 millions) pour un rendement insuffisant. Depuis le départ de Leonardo, plutôt mal remplacé par Olivier Letang, le PSG ne fait plus de bon coup comme l'étaient les arrivées de Verratti et Marquinhos. Marquinhos que Laurent Blanc pousse vers la sortie par ses choix hasardeux... Tout un symbole.

Camille Delourme



Zlatan Ibrahimovic et le PSG ont buté sur Joe Hart et Eliaquim Mangala (Oli Scarff/AFP)